RESTAURER L'ORDRE NATUREL

La vision des extrémistes religieux pour mobiliser les sociétés européennes contre les droits humains en matière de sexualité et de reproduction

EPF
European Parliamentary Forum
on Population & Development

Bruxelles, Avril 2018

Copyright © EPF 2018

Tous droits réservés. Le contenu de ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation préalable de l'auteur.

ISBN: 978-2-9602183-1-2 9782960218312

Ecrit par Neil Datta, secrétaire du Forum Parlementaire Européen sur la population et le développement.

EPF remercie sincèrement madame la deputée Virginie Rozière ainsi que Madame Sabine Fournier du IME pour la traduction de cette publication.

Le Forum parlementaire européen sur la population et le développement (EPF) est un réseau parlementaire basé à Bruxelles. Il sert de plateforme de coopération et de coordination aux groupes parlementaires, tous partis confondus, à travers l'Europe, qui s'attachent à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), dans leur pays comme à l'étranger, en dégageant des budgets nationaux et régionaux pour la santé et l'aide extérieure.

Nous pensons que les femmes devraient toujours avoir le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir et ne devraient jamais se voir refuser l'éducation ou d'autres moyens qui leur permettent de faire valoir leurs droits.

Pour en savoir plus, visitez notre site internet (*epfweb.org*) ou suivez-vous sur Twitter (*@EPF_Pop_Dev*).

Paris, France, 5 octobre 2014: Un homme tient une pancarte lors d'une manifestation contre les droits des personnes LGBTQI+ à Paris, sur laquelle il est écrit « Un homme, une femme, un enfant et puis c'est tout ».

« Restaurer l'ordre naturel » la vision des extrémistes religieux pour mobiliser les sociétés européennes contre les droits humains en matière de sexualité et de reproduction.

RÉSUMÉ

En 2013, 20 militants américains et européens ont commencé à élaborer des stratégies, axées sur des « objectifs réalisables », pour faire reculer les droits humains dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive en Europe. Des documents sont récemment apparus, révélant au grand jour une stratégie extrémiste précise appelée Restaurer l'ordre naturel : un agenda pour l'Europe. Elle vise à inverser les lois existantes concernant les droits humains fondamentaux en matière de sexualité et de reproduction, tels que le droit au divorce ; pour les femmes, le droit à avoir accès à la contraception, aux technologies de procréation assistée et à l'avortement ; le droit à l'égalité pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) ; ou encore le droit de changer de genre ou de sexe, sans craindre de répercussions légales. Le groupe initial de militants s'est agrandi jusqu'à attirer plus de 100 organisations anti-droits humains, anti-droits des femmes et anti-LGBTI, répandues dans plus de 30 pays européens et a aujourd'hui pour nom Agenda Europe. Agenda Europe est un réseau de mobilisation professionnel, inspiré par le Vatican, dont les membres se rencontrent en secret et qui est directement responsable de la mise en oeuvre d'une stratégie détaillée pour faire reculer les droits humains. La stratégie d'Agenda Europe donne actuellement des résultats concrets, tels que le projet de loi polonais de 2016 pour interdire l'avortement, des oppositions au mariage homosexuel dans de nombreux pays d'Europe centrale et plus d'une douzaine de lois comparables au niveau national et dans les institutions européennes visant à limiter les droits des femmes et des personnes LGBTI. Le présent document analyse les objectifs, les stratégies et les acteurs principaux d'Agenda Europe, afin d'aider les défenseurs des droits humains à y répondre avec pertinence.

AVANT-PROPOS

En Europe, les droits humains fondamentaux ont été de plus en plus attaqués ces dernières années. Bien que la montée de l'ultra conservatisme ait été évidente, la manière dont ces acteurs s'organisent, collectent des fonds et tentent d'exercer leur influence reste floue.

Ce rapport donne un aperçu fascinant du fonctionnement clandestin et de la stratégie délibérée du mouvement anti-choix en Europe, motivé par le dogme religieux et influencé par le Vatican. Bien que la compassion soit la pierre angulaire du christianisme, elle est totalement absente des perspectives du mouvement anti-choix en Europe. Ce mouvement a pour objectif d'obliger les femmes à garder des grossesses non désirées, restreindre l'accès à la contraception, et décider qui a le droit de se marier ou encore de se définir comme une famille. Plus surprenant, il cible également le droit au divorce et l'accès à la FIV. Ce faisant, ses membres tentent d'imposer leurs croyances religieuses personnelles aux autres par le biais de la politique publique et du droit.

La dépolitisation de ces questions et le traitement des faits constituent le moyen le plus efficace de lutter contre ceux qui tentent d'inscrire dans la loi des traditions, des cultures et des croyances religieuses contraires aux droits humains. Bien que ce rapport donne à réfléchir, je peux vous assurer, en tant que Présidente du Forum Parlementaire Européen sur la population et le développement, qu'il existe des parlementaires sur tout le continent et dans tout le spectre politique qui se sont engagés à résister.

Ce rapport est une ressource inestimable pour eux, ainsi que pour leurs partis politiques, la société civile et les journalistes. Être conscient et comprendre ce mouvement ultra-conservateur est essentiel pour ceux d'entre nous qui veulent sauvegarder une Europe moderne, inclusive et tolérante.

Hon. Ulrika Karlsson, députée

Présidente,

Forum parlementaire européen sur la population
et le développement

Ulrika Karlsson, députée

Paris, France, 5 octobre 2014: Les gens défilent lors d'une manifestation contre les droits des personnes LGBTQI+ à Paris. La manifestation a attiré environ 100 000 personnes ce jour-là.

TABLE DES MATIÈRES

06 Introduction : Agenda Europe, centre névralgique de la lutte contre les droits humains dans le domaine de la sexualité et de la reproduction

07 Origines et objectifs d'Agenda Europe

08 Structure d'Agenda Europe : jeter les fondations d'un groupe de réflexion d'inspiration chrétienne en Europe
- Agenda Europe — le blog
- Agenda Europe — les sommets annuels
- Le manifeste commun d'Agenda Europe : Restaurer l'ordre naturel

12 Le cadre normatif présenté dans le manifeste Restaurer l'ordre naturel
- Le mariage et la famille
- Le droit à la vie
- Egalité et anti-discrimination

15 Stratégies d'Agenda Europe : « n'ayons pas peur d'être irréalistes ou extrémistes »
- Stratégie 1 : utilisons les armes de nos adversaires et retournons-les contre eux
- Stratégie 2 : à l'instar de nos adversaires, définissons nos enjeux en termes de 'droits'
- Stratégie 3 : élevons-nous contre les opposants malveillants et les institutions hostiles
- Stratégie 4 : devenons des interlocuteurs respectés au niveau international

20 Qui se cache derrière Agenda Europe ? - identification des acteurs clés
- Les organisateurs : les substituts du Vatican
- Les initiés : les dirigeants politiques et les représentants gouvernementaux
- Les sommités : les penseurs et stratèges de la lutte transnationale anti-DSR
- Les exécutants : lancement national du manifeste d'Agenda Europe
- Les probables financiers : aristocrates, milliardaires, oligarques, hommes politiques corrompus et négationnistes climatiques

27 Déploiement de la Stratégie d'Agenda Europe
- Protection constitutionnelle de la famille traditionnelle
- Difficulté à faire reculer le droit à l'avortement
- Les chrétiens ont-ils légalement le droit d'attiser la haine ?
- Mieux organisé et plus respectable
- Evaluation de la mobilisation d'Agenda Europe

35 Conclusions
- Un réseau de mobilisation professionnel inspiré par le Vatican
- Un programme commun extrémiste
- Le secret et l'anonymat
- Le dernier sursaut

39 Annexes
- Annexe 1 : Liste des abréviations
- Annexe 2 : Personnalités d'Agenda Europe

42 Documentation de référence

1

INTRODUCTION

‘AGENDA EUROPE’, CENTRE NÉVRALGIQUE DE LA LUTTE CONTRE LES DROITS HUMAINS DANS LE DOMAINE DE LA SEXUALITÉ ET DE LA REPRODUCTION

« La première règle du Fight Club est : il est interdit de parler du Fight Club. »

Chuck Palahniuk, Fight Club, 1999

En 2013, un blog anonyme intitulé Agenda Europe[1] a pénétré la bulle bruxelloise : il couvrait l’actualité et l’évolution des politiques européennes en critiquant les avancées juridiques et politiques obtenues concernant les droits humains dans le domaine de la sexualité et de la reproduction. Agenda Europe est rapidement devenu un point de convergence des visions traditionalistes sur les droits sexuels et reproductifs (DSR) et s’est forgé une réputation de par son ton acéré. En 2013 et 2014, plusieurs discours[2] prononcés par des défenseurs de la foi ont salué ce blog, y voyant une initiative nouvelle et prometteuse dans un mouvement visant à préserver l’autorité religieuse dans la lutte contre les DSR. Curieusement, toute information permettant d’identifier les auteurs du blog et les objectifs que poursuivaient ses contributeurs et bienfaiteurs faisait défaut.

Au cours de l’été 2017, un certain nombre de documents sont finalement parvenus à la chaîne de télévision ARTE[3], dont certains étaient apparemment liés à Agenda Europe. Ces documents comprenaient les programmes d’une réunion constitutive prévue pour 2013, dénommée Agenda Europe, suivie de « sommets » annuels, ainsi qu’une liste maîtresse de médias sociaux avec les noms des participants, et le manifeste commun du réseau, intitulé *Restaurer l’ordre naturel : un agenda pour l’Europe*. Ces documents révélaient l’identité des concepteurs d’Agenda Europe ainsi que sa mission et son fonctionnement interne.

Le manifeste *Restaurer l’ordre naturel* offre un aperçu inestimable de la vision radicale du monde adoptée par les acteurs anti-DSR, laquelle aurait pour objectif de réduire à néant des décennies de progrès réalisés en matière de droits humains. Pour ce faire, *Restaurer l’ordre naturel* propose un cadre normatif de lutte contre les DSR, fondé sur le concept unificateur de loi naturelle, dépassant ainsi les considérations théologiques et confessionnelles spécifiques des membres d’Agenda Europe, qui sont animés par leur foi religieuse. Le manifeste *Restaurer l’ordre naturel*, ainsi que les programmes des réunions annuelles, expose la structure d’Agenda Europe, qui repose sur la répartition des tâches et la spécialisation de ses membres. En résumé, ces documents dévoilent la stratégie du mouvement anti-DSR en Europe, les objectifs que ses partisans espèrent atteindre et montrent comment Agenda Europe est devenu le centre névralgique de la lutte contre les droits humains dans le domaine de la sexualité et de la reproduction en Europe, avec plus d’une dizaine d’initiatives récentes pour faire reculer les droits des femmes et des personnes Lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) au niveau national et à travers les institutions européennes.

[1] Adresse du blog Agenda Europe : *https://agendaeurope.wordpress.com*.

[2] Kuby, S., « Agenda Europe : a Network for Political Agenda Setting in Europe », Sommet transatlantique du réseau politique pour les valeurs, New York, 5 décembre 2014 (Diaporama).

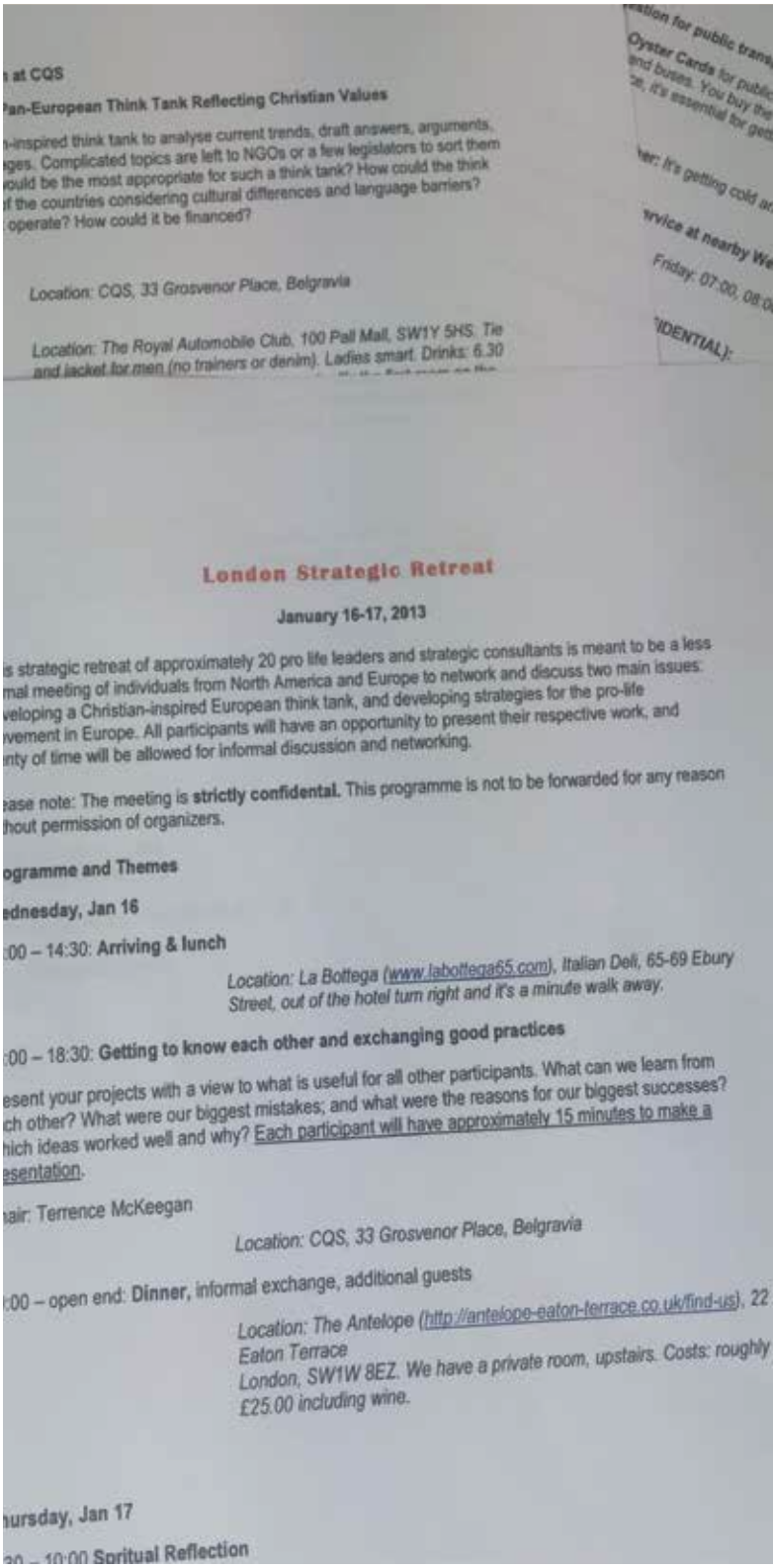
[3] Voir « IVG : les croisés contre-attaquent », produit par CAPA et diffusé le 6 mars 2018 sur ARTE, disponible à l’adresse suivante : *https://www.arte.tv*.

2

ORIGINES ET OBJECTIFS D'AGENDA EUROPE

L'idée d'Agenda Europe a germé en janvier 2013, au cours d'une réunion de réflexion stratégique, à Londres qui a réuni « une vingtaine de dirigeants et consultants pro-vie [...] d'Amérique du Nord et d'Europe, pour travailler en réseau et aborder deux questions principales : le développement d'un groupe de réflexion européen d'inspiration chrétienne et l'élaboration de stratégies pour le mouvement pro-vie en Europe »[4]. Organisé conjointement par une conservatrice autrichienne, militante catholique, Gudrun Kugler[5], et l'Américain Terrence McKeegan[6], la réunion de réflexion de 2013 à Londres se voulait « strictement confidentielle ». Les documents précisent : « Ce programme ne doit pas être transmis, pour quelque raison que ce soit, sans l'autorisation des organisateurs ».

Aux prémices d'Agenda Europe, Peadar O'Scolai, de l'organisation irlandaise Family and Life, a présidé une session intitulée Stratégies et tactiques pro-vie, où il a demandé aux participants de répertorier les « objectifs réalisables pour le mouvement pro-vie »[7]. Mme Kugler a présidé une autre session intitulée « Élaboration d'un groupe de réflexion paneuropéen reflétant les valeurs chrétiennes ». Elle a fait remarquer : « Il n'existe aucun thinktank d'inspiration chrétienne en Europe, pour analyser les tendances actuelles, pour envisager des réponses, des arguments, des alternatives et un nouveau langage. Les sujets complexes sont abandonnés aux organisations non gouvernementales ou à quelques législateurs qui doivent les gérer par eux-mêmes »[8]. Mme Kugler a également interrogé l'audience sur la structure que devrait prendre ce thinktank, ainsi que sur la manière dont celui-ci devrait fonctionner et devrait être financé. Les réponses à ses questions sont devenues évidentes lorsqu'est né en 2013 un nouveau réseau de mobilisation conservateur européen.



at CQS

Pan-European Think Tank Reflecting Christian Values

-inspired think tank to analyse current trends, draft answers, arguments, ges. Complicated topics are left to NGOs or a few legislators to sort them ould be the most appropriate for such a think tank? How could the think f the countries considering cultural differences and language barriers? operate? How could it be financed?

Location: CQS, 33 Grosvenor Place, Belgravia

Location: The Royal Automobile Club, 100 Pall Mall, SW1Y 5HS. Tie and jacket for men (no trainers or denim). Ladies smart. Drinks: 6.30

London Strategic Retreat

January 16-17, 2013

s strategic retreat of approximately 20 pro life leaders and strategic consultants is meant to be a less mal meeting of individuals from North America and Europe to network and discuss two main issues: veloping a Christian-inspired European think tank, and developing strategies for the pro-life vement in Europe. All participants will have an opportunity to present their respective work, and nty of time will be allowed for informal discussion and networking.

ease note: The meeting is **strictly confidental.** This programme is not to be forwarded for any reason hout permission of organizers.

ogramme and Themes

ednesday, Jan 16

:00 – 14:30: **Arriving & lunch**

Location: La Bottega (www.labottega65.com), Italian Deli, 65-69 Ebury Street, out of the hotel turn right and it's a minute walk away.

:00 – 18:30: **Getting to know each other and exchanging good practices**

esent your projects with a view to what is useful for all other participants. What can we learn from ch other? What were our biggest mistakes; and what were the reasons for our biggest successes? hich ideas worked well and why? Each participant will have approximately 15 minutes to make a esentation.

air: Terrence McKeegan

Location: CQS, 33 Grosvenor Place, Belgravia

:00 – open end: **Dinner,** informal exchange, additional guests

Location: The Antelope (http://antelope-eaton-terrace.co.uk/find-us), 22 Eaton Terrace
London, SW1W 8EZ. We have a private room, upstairs. Costs: roughly £25.00 including wine.

ursday, Jan 17

:30 – 10:00 **Spritual Reflection**

[4] Agenda Europe Programme of Strategic Retreat, Londres, janvier 2013.
[5] Voir annexe 2.
[6] *Ibidem.*
[7] Agenda Europe Programme of Strategic Retreat, Londres, janvier 2013.
[8] *Ibidem.*

3

STRUCTURE D'AGENDA EUROPE

JETER LES FONDATIONS D'UN GROUPE DE RÉFLEXION D'INSPIRATION CHRÉTIENNE EN EUROPE

L'infrastructure d'Agenda Europe repose sur trois piliers, qui se fondent sur la réunion de réflexion stratégique de 2013 : premièrement, un blog éponyme de partage d'informations, deuxièmement, une réunion annuelle que les organisateurs qualifient de sommet et troisièmement un manifeste commun intitulé *Restaurer l'ordre naturel : un agenda pour l'Europe.* Ces trois éléments constituent les fondations du groupe de réflexion d'inspiration chrétienne que Mme Kugler appelait de ses voeux.

AGENDA EUROPE – LE BLOG

La première composante de l'infrastructure d'Agenda Europe qui est apparue - et pendant longtemps la seule partie visible de l'iceberg - a été le blog d'Agenda Europe[9]. Les créateurs du blog déclarent avoir « mis en place ce site internet en vue de promouvoir une société fondée sur une vision cohérente de la dignité humaine, à savoir une dignité innée à tout être humain, du moment de sa conception jusqu'à sa mort naturelle »[10]. Les contributeurs du site gardent l'anonymat et semblent n'être guère plus de trois[11]. Le blog est mis à jour régulièrement, avec de nouvelles publications plusieurs fois par semaine. Il montre que la vision est celle d'un initié de la sphère bruxelloise, car les commentaires suivent l'évolution des politiques adoptées dans les institutions de l'Union européenne et font preuve d'une bonne compréhension du processus décisionnel de l'UE. Le ton y est particulier, souvent incisif et régulièrement agressif dans le vocabulaire employé et dans la violence des attaques personnelles[12]. Avec seulement 1 000 abonnés sur le blog et 294 sur Twitter[13], Agenda Europe reste essentiellement une plateforme d'échange d'informations spécialisées pour ceux qui militent activement contre les DSR autour des institutions de l'UE et à l'opposé, pour les acteurs qui surveillent les mouvements anti-droits humains et les mouvements d'extrême-droite.

Wroclaw, Pologne, 3 octobre 2016 : « Czarny Protest » contre une loi anti-avortement proposée par le gouvernement polonais.

[9] Adresse du blog d'Agenda Europe : *https://agendaeurope.wordpress.com*.
[10] Voir *https://agendaeurope.wordpress.com/about*.
[11] Les trois contributeurs Wordpress d'Agenda Europe ont les noms d'utilisateur suivants : Admin, J.C. et V.V.
[12] Voir *https://humanistfederation.eu/radical-religious-lobbies/agenda-europe*.
[13] Voir *https://agendaeurope.wordpress.com/* à partir du 1er septembre 2017.

AGENDA EUROPE - LES SOMMETS ANNUELS

La deuxième composante est le « sommet » annuel d'Agenda Europe qui rassemble environ 100 à 150 militants conservateurs venant de toute l'Europe[14]. En 2014, le sommet s'est tenu au Château de Fürstenried[15], dans les environs de Munich, en 2015 à Dublin et en 2016 à Varsovie, où l'organisation avait été confiée à l'association polonaise Ordo Iuris[16]. Les programmes des sommets suivent une formule établie : le soir de leur arrivée, les participants sont conviés à une réception où ils entendent un discours d'ouverture éloquent prononcé par Jakob Cornides[17], administrateur auprès de la Commission européenne, ou par Rocco Buttiglione[18], homme politique italien dont la candidature pour le mandat de commissaire européen a été rejetée, ou encore par Aleksander Stępkowski[19], vice-ministre polonais des Affaires étrangères. Au matin, la célébration de la messe est suivie d'un atelier sur deux jours dont le format varie, allant de présentations en séance plénière à des groupes de travail thématiques au cours desquels « des stratégies cruciales seront présentées, couvrant des domaines tels que la gestation pour autrui, la liberté de religion, l'euthanasie, le mariage ainsi que les droits des enfants à naître »[20].

Les programmes des sommets successifs révèlent une progression constante d'Agenda Europe en tant que réseau de mobilisation. Alors qu'au sommet stratégique de 2013, la communauté anti-DSR rencontrait des difficultés pour répondre à des questions telles que « Comment pouvons-nous avoir une influence réelle sur la culture?» et «Quels sont nos plus grands défis?», les participants au sommet de 2014 sont parvenus à cerner les principaux sujets de préoccupation, à savoir : la nécessité de défendre le mariage, la mobilisation au niveau national contre la législation sur l'égalité, la recherche d'accréditations auprès des institutions internationales et la définition d'une stratégie contre la gestation pour autrui.

100–150

militants conservateurs venant de toute l'Europe

Château de Fürstenried, près de Munich.

[14] Voir l'information mise sur le site le 2 octobre 2016 par LifeNetwork Foundation Malta concernant le Sommet 2016 d'Agenda Europe à Varsovie : *http://lifenetwork.eu/agenda-europe-summit-2016-warsaw-poland*.
[15] Voir *https://www.erzbistum-muenchen.de/Ordinariat/Ressort-5-Bildung/Exerzitienhaus-Schloss- Fuerstenried*.
[16] Voir les programmes des sommets de 2014, 2015 et 2016.
[17] Voir le programme du sommet de 2014 et l'annexe 2.
[18] Voir le programme du sommet de 2016 et l'annexe 2.
[19] *Ibidem.*
[20] Voir le programme du sommet de 2015.

En 2015, Agenda Europe a franchi une nouvelle étape en présentant cinq stratégies thématiques différentes, à savoir :

1) une stratégie contre l'euthanasie ;
2) une stratégie pour la liberté de religion ;
3) une stratégie pour le mariage et la famille ;
4) une stratégie pour s'opposer à la législation anti-discrimination ; et
5) une stratégie contre la gestation pour autrui.

Les programmes montrent comment les organisations d'Agenda Europe qui se sont engagées à une répartition du travail, font en sorte que chaque stratégie soit dirigée par une ou deux organisations, puis présentée à l'ensemble du réseau[21]. Parmi les autres sujets abordés en 2015, figurent la présentation d'un « Guide des ressources des Nations Unies par Sharon Slater[22] », de Family Watch International, et les leçons tirées du référendum irlandais sur le mariage et de l'affaire du planning familial – à savoir comment amener le débat en Europe (en référence aux allégations mensongères qui circulaient aux États-Unis selon lesquelles le planning familial était impliqué dans la vente illégale de tissus foetaux)[23].

Au moment du sommet de 2016, les participants en étaient arrivés à débattre des questions précises de législation qu'ils souhaitaient influencer ou dont ils étaient à l'origine. Ainsi, en 2016, le projet de loi déposé en Pologne visant à totalement interdire l'avortement, né de l'Initiative citoyenne de Ordo Iuris intitulée Protection universelle de la vie[24], initiative pour interdire l'avortement tardif, présentée à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)[25] par le Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ)[26], ainsi que plusieurs initiatives citoyennes sur le mariage, telles que l'ICE Maman, papa & les enfants[27] et l'Initiative citoyenne pour la protection constitutionnelle du mariage en Roumanie[28]. Les participants ont également élaboré une stratégie pour influencer les évolutions législatives en cours, par exemple pour empêcher la ratification de la Convention d'Istanbul[29] sur la violence à l'égard des femmes, et faire face aux menaces des lois anti-discrimination, et en même temps sensibiliser l'opinion publique à la persécution des chrétiens. Alors que, sommet après sommet, Agenda Europe est devenu un réseau de plus en plus stratégique, les instructions restaient les mêmes, à chaque rassemblement : aucun journaliste et confidentialité absolue[30].

[21] Par exemple, la stratégie de lutte contre l'euthanasie a été présentée par Paul Moynan et Robert Clarke, la stratégie relative à la liberté de religion par Gudrun Kugler et Luca Volontè, la stratégie sur le mariage et la famille par Edit Fridvaldsky et Maria Hildingsson, la stratégie relative à la législation anti-discrimination par Sophia Kuby et Adina Portaru, et la stratégie de lutte contre la gestation pour autrui par Grégor Puppinck et Leo van Doesburg.

[22] Voir annexe 2.

[23] Pour en savoir plus sur la mise en accusation de la Fédération internationale du planning familial (IPPF) dans la vente de tissus foetaux, voir Glinza, J., « Planned Parenthood ends fetal tissue payments : how did we get there ? ». The Guardian, 15 octobre 2015.

[24] Voir Ordo Iuris 2016. « Civic Legislation Initiative: Equal legal protection for children before and after birth. », site web Ordo Iuris, 3 avril 2016: *http://www.ordoiuris.pl/en/civic-legislation-initiative-equal-legal-protectionchildren- and-after-birth*.

[25] Voir l'annonce de l'ECLJ de juin 2015: *https://eclj.org/abortion/the-council-of-europe-to-address-lateabortion-and-neonatal-infanticide*.

[26] European Centre for Law & Justice: *www.eclj.org*.

[27] Voir Maman, papa & les enfants — Initiative citoyenne européenne ECI(2015)000006, 11 décembre 2015.

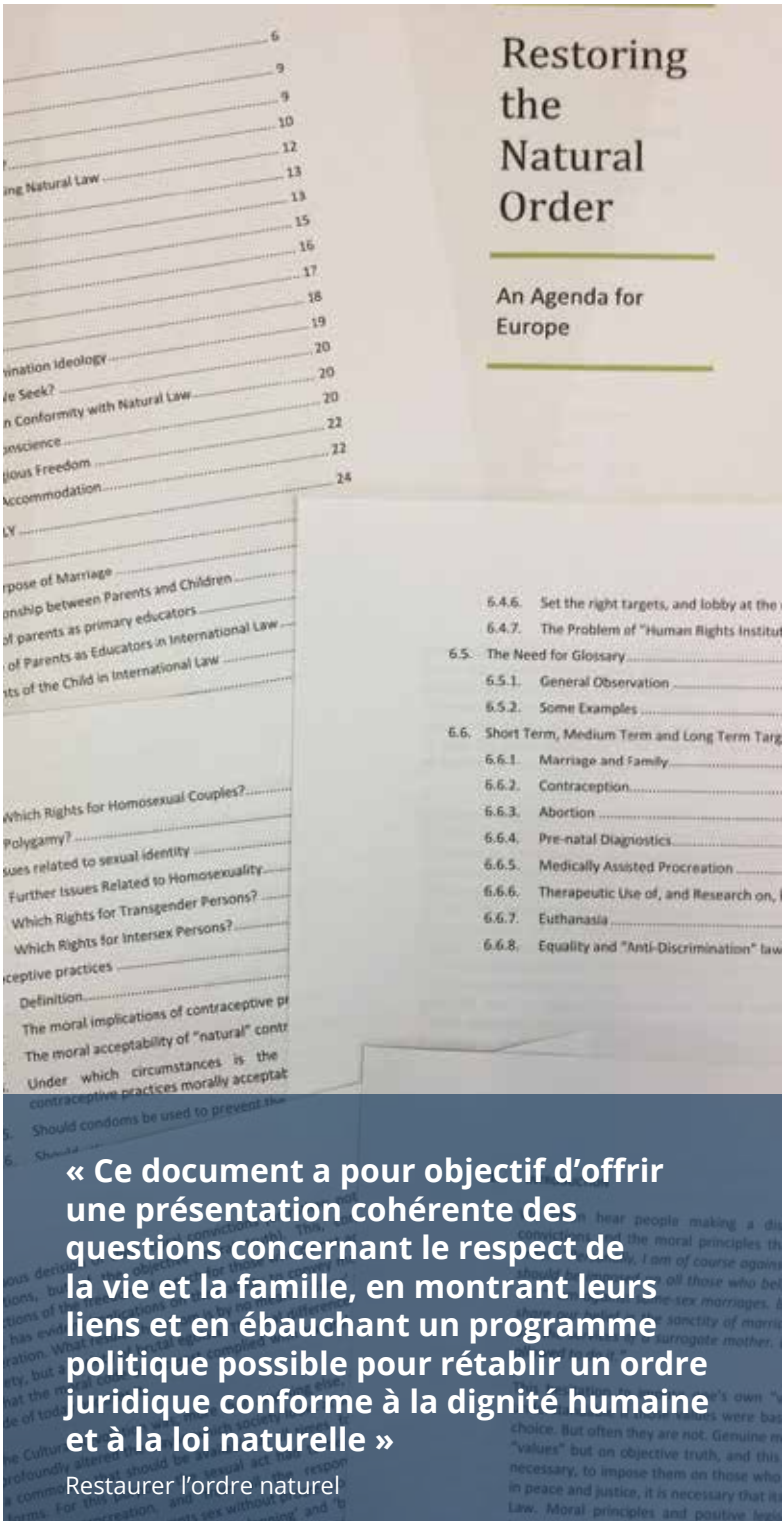
[28] Voir Coaliția pentru Familie. 2017. « FACT SHEET: Constitutional revision for Marriage and Family Protection in Romania. » Site web Coaliția pentru Familie: *http://coalitiapentrufamilie.ro/2017/06/16/fact-sheet-romanianconstitutional-reform-marriage-family-protection*.

[29] La Convention d'Istanbul est la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2011). Voir : *https://www.coe.int/en/web/istanbulconvention/home?desktop=true*.

[30] Voir le programme du sommet de 2014 d'Agenda Europe.

LE MANIFESTE COMMUN D'AGENDA EUROPE : RESTAURER L'ORDRE NATUREL

La troisième composante d'Agenda Europe est le manifeste commun, autour duquel les membres s'unissent, intitulé *Restaurer l'ordre naturel* (RON). Il s'agit d'un document de 134 pages, anonyme, non daté et sans dénomination, qui fournit une perspective juridique détaillée, non pas d'un point de vue religieux, mais selon une compréhension sélective de la loi naturelle[31]. Le manifeste s'articule autour de cinq chapitres principaux : le premier traite des DSR à travers la lecture spécifique qu'Agenda Europe fait de la loi naturelle ; s'ensuivent trois chapitres sur les principaux sujets de préoccupation, notamment le mariage et la famille, le droit à la vie, l'égalité et l'anti-discrimination ; enfin, le manifeste s'achève sur une stratégie détaillée pour relever ces défis. L'auteur anonyme déclare : « ce document a pour objectif d'offrir une présentation cohérente des questions concernant le respect de la vie et la famille, en montrant leurs liens et en ébauchant un programme politique possible pour rétablir un ordre juridique conforme à la dignité humaine et à la loi naturelle »[32]. Quant au statut du manifeste au sein d'Agenda Europe, l'auteur affirme que « chaque organisation membre devrait adhérer à l'analyse du problème présentée dans ce document, ainsi qu'aux objectifs à long terme [...]. Pour faire partie du réseau, il est nécessaire de se conformer à l'ensemble des valeurs et des objectifs stratégiques énoncés dans ce document »[33]. Les événements auxquels il est fait référence dans Restaurer l'ordre naturel portent à croire que ce manifeste a été écrit entre 2014 et 2015[34]. De plus, le langage et le style d'écriture sont analogues à ceux des articles du blog d'Agenda Europe, ce qui laisse à penser à une origine commune[35].



« Ce document a pour objectif d'offrir une présentation cohérente des questions concernant le respect de la vie et la famille, en montrant leurs liens et en ébauchant un programme politique possible pour rétablir un ordre juridique conforme à la dignité humaine et à la loi naturelle »

Restaurer l'ordre naturel

[31] Définition du terme loi naturelle selon l'Encyclopædia Britannica: «système de droit ou de justice considéré comme commun à tous les êtres humains et découlant de la nature, plutôt que des règles de la société ou du droit positif». Les membres d'Agenda Europe avancent que les positions religieuses des chrétiens conservateurs sur la sexualité, la reproduction et la moralité sont tirées de la loi naturelle.

[32] RON, p. 7.

[33] RON, p. 116.

[34] À la page 117, il est indiqué que l'ICE Un de nous a abouti et a donné naissance à la fédération européenne du même nom, ce qui porte à croire que les années 2014-2015 correspondent à la période de rédaction du document.

[35] La cohérence du style adopté pour ces deux composantes laisse à penser qu'elles ont été rédigées par une seule et même personne connaissant le contexte politique et juridique de l'Union européenne. De plus, le contenu comporte des erreurs de syntaxe qui semblent désigner un auteur germanophone. En outre, le style est analogue à celui des articles publiés sur le blog d'Agenda Europe par l'utilisateur qui s'identifie sous le pseudonyme « J.C. ». Enfin, la comparaison du style et des arguments du manifeste avec ceux d'autres travaux anti-DSR publiés, tels que Natural and Un-Natural Law (2010) de Jakob Cornides (également membre d'Agenda Europe), désignerait celui-ci comme la source commune du manifeste et de nombreux articles parus sur le blog d'Agenda Europe.

Varsovie, Pologne, 1er octobre 2016: des femmes polonaises vêtues de noir (Black Protest) protestent devant le Parlement polonais contre une proposition législative visant à interdire totalement l'avortement.

4

LE CADRE NORMATIF PRÉSENTÉ DANS LE MANIFESTE RESTAURER L'ORDRE NATUREL

Le manifeste *Restaurer l'ordre naturel* affirme explicitement qu'il ne se fonde pas sur la croyance religieuse, mais bien sur la loi naturelle : «il existe une loi naturelle que la raison humaine peut discerner et comprendre, mais que la volonté humaine ne peut modifier »[36] ; et encore : « c'est la tâche et le but de toute législation positive que de transposer et d'exécuter la loi naturelle »[37]. L'opposition principale à la seule lecture que fait Agenda Europe de la loi naturelle, c'est la révolution culturelle [38], qui était « avant tout, une révolution "sexuelle" »[39] et qui prônait, en particulier, « la dissociation de l'acte sexuel de son but premier, à savoir la procréation, et de toutes les responsabilités qui lui étaient associées : la société contemporaine veut le sexe sans la procréation, et la procréation sans le sexe »[40]. En outre, « dans les questions liées au respect de la vie, au mariage et à la famille, tout est relié, [...] la révolution sexuelle constitue un ensemble »[41], « il semble difficile d'en accepter une partie et de rejeter le reste »[42]. En particulier, « quiconque juge "normale" l'utilisation des contraceptifs doit aussi accepter l'homosexualité, et quiconque accepte la procréation assistée aura du mal à s'opposer à l'avortement »[43].

Compte tenu de l'interdépendance de la révolution culturelle, « ceux qui souhaitent enrayer le déclin civilisationnel de l'Occident et inverser la révolution culturelle doivent faire montre de cohérence dans leurs arguments »[44]. Le manifeste souligne également combien il est urgent d'inverser la révolution culturelle : « Il nous reste un temps restreint, entre dix et vingt ans. Si nous ne mettons pas à profit ce laps de temps, alors la civilisation occidentale, parce qu'elle a embrassé une idéologie perverse, se sera peut-être auto-détruite »[45]. Afin de sauver la civilisation occidentale de l'autodestruction, le manifeste *Restaurer l'ordre naturel* plaide en faveur de changements radicaux dans les domaines du mariage et de la famille, de la protection de la vie et du traitement de l'égalité et de la non-discrimination.

[36] RON, p. 9.
[37] *Ibidem*.
[38] Par « révolution culturelle », l'auteur du manifeste fait référence aux changements sociaux qui se sont produits dans le monde occidental après la seconde guerre mondiale et qui se sont traduits par l'octroi d'un plus grand nombre de droits aux femmes, tels que le divorce, la contraception, l'avortement, l'égalité salariale et la parité en politique.
[39] RON, p. 7.
[40] *Ibidem.* | [41] *Ibidem.* | [42] *Ibidem.* | [43] *Ibidem.* | [44] *Ibidem.*| [45] RON, p. 8.

« L'acceptation des relations homosexuelles, lesbiennes et (finalement) pédophiles semble donc une conséquence logique de l'acceptation de la contraception artificielle. »

Restaurer l'ordre naturel

LE MARIAGE ET LA FAMILLE

En ce qui concerne le mariage et la famille, le manifeste indique que « la première priorité politique, c'est de définir la famille comme un couple marié et leur progéniture »[46]. Toute définition qui pourrait inclure les couples de même sexe « insulterait et rabaisserait tous les parents qui élèvent des enfants »[47] et rendrait « impossible la reconnaissance de la contribution spécifique des familles au bien commun, ainsi que l'adoption de politiques apportant un soutien ciblé aux familles »[48]. Une définition élargie de la famille, telle que l'ont récemment proposée certains tribunaux[49] et telle qu'elle apparaît, de plus en plus, dans certaines législations nationales[50], pourrait être dévastatrice, car « cette idée, apparemment anodine, d'étendre le concept de famille pourrait être la manière la plus efficace de l'abolir »[51].

Pour ce qui est du mariage, «la première étape essentielle, c'est de reconnaître son objectif de procréation »[52] et qu'il s'agit d'une institution « qui existe dans l'intérêt des enfants et, dans une certaine mesure, dans celui des mères qui élèvent les enfants »[53]. Le mariage (entre un homme et une femme) « n'est pas uniquement l'une des nombreuses options qui s'offrent à deux personnes qui souhaitent fonder une famille, mais c'est la seule option qui soit moralement acceptable »[54]. Quant au divorce, le manifeste conclut qu'il n'existe aucun droit humain, à l'échelle internationale, qui contraindrait les pays à autoriser le divorce, et même qu'une « législation permettant à une personne de divorcer trop facilement pourrait être considérée comme une violation du droit au mariage »[55].

Concernant les droits LGBTI, le manifeste décrit les principes de Yogyakarta (ensemble de droits humains concernant la sexualité et l'identité de genre définis par des experts des droits humains)[56] comme « un document prétentieux qui tend à promouvoir des privilèges et une reconnaissance juridiques pour les homosexuels »[57]. Toutefois, en lieu et place de la terminologie courante pour faire référence à la sexualité non hétérosexuelle, le manifeste préconise l'emploi du mot sodomie ainsi que le recours systématique à ce terme lorsque ce sujet est abordé[58]. Il définit la sodomie « comme une mauvaise utilisation du corps humain et donc une négation de la dignité humaine »[59] et consacre une section à « la sodomie en tant que risque pour la santé »[60]. L'auteur du manifeste affirme que « les effets dangereux de la décriminalisation de la sodomie ont été sous-estimés, ce qui fournit de solides arguments en faveur de la réintroduction de lois réprimant l'homosexualité »[61].

Le manifeste Restaurer l'ordre naturel place la contraception dans la section relative à la famille et au mariage, plutôt que dans celle relative au droit à la vie, parce que la contraception « ne porte pas atteinte au droit à la vie, mais à la dignité de l'acte sexuel et, donc à celle du mariage »[62]. En faisant référence à « la recherche en sciences sociales », sans citer d'auteurs ou d'études spécifiques, le manifeste affirme qu'il existe un lien direct entre les pratiques contraceptives et les relations sexuelles extra-conjugales, qui engendrerait ainsi une augmentation du nombre de grossesses non désirées, et donc d'avortements[63]. Il conclut que « le recours à des techniques contraceptives artificielles est donc, par nature, un acte intrinsèquement immoral »[64]. Il considère la contraception comme la partie émergée de l'iceberg dans cette guerre culturelle, affirmant que « l'acceptation des relations homosexuelles, lesbiennes et (finalement) pédophiles semble donc une conséquence logique de l'acceptation de la contraception artificielle »[65]. Étant donné que la contraception peut être nuisible à bien des égards, il n'existe, selon le manifeste, que deux circonstances dans lesquelles son utilisation peut être moralement acceptable : la première pour « une femme qui vit dans une zone de guerre et qui doit craindre le viol » et la seconde dans le cas d'hommes et de femmes prostituées, car la prostitution « est en soi une violation de l'acte sexuel et ne devient pas plus répréhensible si des moyens de contraception sont utilisés »[66]. Par conséquent, le volet sur la contraception du manifeste Restaurer l'ordre naturel conclut sur l'affirmation suivante: « il semble parfaitement légitime pour l'État d'adopter une législation qui restreint ou interdit l'utilisation de contraceptifs artificiels »[67].

[46] RON, p. 27.

[47] *Ibidem.* | [48] *Ibidem.*

[49] Veuillez trouver ci-dessous des exemples de tribunaux ayant légalisé le mariage homosexuel. Pour l'Autriche, voir : « Austria's supreme court paves way for same-sex marriage from 2019 », Reuters, 5 décembre 2017. Pour les États-Unis, voir : «US Supreme Court rules gay marriage is legal nationwide », BBC, 27 juin 2015.

[50] Veuillez trouver ci-dessous des exemples de législatures ayant adopté des lois sur le mariage homosexuel. Pour la France, voir Loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, JORF n° 0114 du 18 mai 2013, p. 8253. Pour le Royaume-Uni, voir : « Marriage (Same Sex Couples) Bill (Bill No 126 of 2012-13) », Parliament.uk, loi approuvée par la Chambre des communes en dernière lecture le 16 juillet 2013.

[51] RON, p. 26. | [52] RON, p. 27. | [53] RON, p. 28. | [54] *Ibidem.* | [55] RON, p. 36.

[56] Les principes de Yogyakarta ont été rédigés, en 2006, par un groupe d'experts internationaux des droits humains afin de servir de guide pour les droits humains, esquissant un ensemble de principes internationaux relatifs à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre qui font office de normes internationales juridiquement contraignantes. Voir: *http://yogyakartaprinciples.org/principles-fr/.*

[57] RON, p. 25.| [58] RON, p. 127.| [59] RON, p. 45.| [60] *Ibidem.*| [61] RON, p. 50.| [62] RON, p. 54.| [63] *Ibidem.*

[64] RON, p. 55.| [65] RON, p. 56.| [66] RON, p. 57.| [67] RON, p. 59.

LE DROIT À LA VIE

En ce qui concerne le droit à la vie, l'auteur du manifeste déclare : « aucun doute raisonnable ne subsiste face à l'affirmation selon laquelle la vie commence dès la conception. Cette position n'est pas fondée sur des "croyances religieuses", mais sur la raison et la science »[68]. Dans le même chapitre, il précise que « la peine de mort n'est pas en soi illégitime », constituant l'une des exceptions au droit à la vie[69]. Il affirme que l'avortement « détruit dans tous les cas la vie d'un être humain innocent et sans défense »[70], et que « les lois qui légalisent l'avortement [...] sont clairement en contradiction avec la loi naturelle de la moralité »[71]. Cela inclut l'avortement en cas de viol, d'inceste, d'anomalie foetale ou de risque pour la santé de la mère, car « si elles sont interprétées de façon libérale, ces lois s'apparentent de fait à une autorisation d'avorter "à la demande" »[72]. Le manifeste dénonce l'accroissement progressif de la reconnaissance du droit à l'avortement dans les obligations conventionnelles et le droit international relatifs aux droits humains, et privilégie le principe de précaution qui « pourrait inclure des dispositions constitutionnelles énonçant clairement l'obligation d'un État de protéger ou de justifier la vie des enfants à naître »[73]. Par conséquent, le manifeste affirme que « l'avortement devrait être interdit et faire l'objet de sanctions efficaces et dissuasives, y compris de sanctions pénales, appliquées à toutes les personnes impliquées (à savoir, non seulement la mère, mais aussi la personne procédant à l'avortement) »[74].

D'autres questions concernant le droit à la vie sont soulevées, notamment la gestation pour autrui, la procréation médicalement assistée, l'utilisation de cellules souches embryonnaires, l'euthanasie et la transplantation d'organes[75]. En ce qui concerne les diagnostics prénatals, le manifeste indique qu'étant donné que ceux-ci « ne sont pratiquement jamais utilisés à des fins bénéfiques pour l'enfant concerné »[76] et que la procréation médicalement assistée implique la destruction d'embryons, « il est absurde de recourir aux caisses d'assurance maladie pour financer des procédures de procréation assistée »[77].

ÉGALITÉ ET ANTI-DISCRIMINATION

Le manifeste *Restaurer l'ordre naturel* consacre un chapitre à la législation en vigueur dans les domaines de l'égalité et de la lutte contre la discrimination, dans la crainte qu'elle n'aboutisse à une « 'dictature de la majorité', qui serait clairement en contradiction avec les principes démocratiques »[78]. L'auteur du manifeste soutient qu'il est particulièrement important d'exempter le secteur privé de son application, car, par exemple dans le cas de l'action positive, « des politiques telles que les quotas hommes-femmes sont révélatrices du fait que la législation 'anti-discrimination' à un caractère véritablement orwellien »[79]. Le problème spécifique posé par cette législation est qu'en « interdisant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, la loi tente d'exclure tous les jugements moraux d'un débat sur ce qui est essentiellement une question morale »[80]. Plus précisément, «la législation anti-discrimination, lorsqu'elle existe, est utilisée pour restreindre de manière inappropriée la liberté d'opinion et d'expression de tous ceux qui ont des réserves morales sur la sodomie »[81].

Madrid, Espagne, 6 juin 2017 : Un coup de pub organisé par Hazte Oir à Madrid. Le « bus anti-transgenre » avec sur le côté l'inscription : « Les garçons ont un pénis. Les filles ont des vulves. Dites non à l'endoctrinement de genre ».

[68] RON, p. 63. | [69] RON, p. 63 et 65. | [70] RON, p. 66. | [71] *Ibidem*. | [72] RON, p.68. | [73] RON, p.s 69 & 73. | [74] RON, p. 69. | [75] RON, p.s 83–98. | [76] RON, p. 83. | [77] RON, p. 84. | [78] RON, p. 103. | [79] RON, p. 104. | [80] RON, p. 101. | [81] *Ibidem.*

5

STRATÉGIES D'AGENDA EUROPE : « N'AYONS PAS PEUR D'ÊTRE IRRÉALISTES OU EXTRÉMISTES »

Munich, Allemagne, 10 mai 2014: manifestation anti-avortement avec des participants portant des croix et des bannières chrétiennes.

L'auteur de *Restaurer l'ordre naturel* se penche sur les circonstances qui ont permis aux tenants de la révolution culturelle de faire avancer leur cause : « le projet de ces groupes de pression a été accueilli sans aucune résistance, ou (plus fréquemment) avec une résistance qui tendait simplement à défendre le statu quo »[82]. Pareille résistance a certes permis de freiner les avancées des acteurs favorables aux DSR, mais pas de les arrêter, ce « qui a placé les révolutionnaires dans une position confortable : quelles que soient leurs demandes, ils pouvaient être certains que la moitié d'entre elles, à tout le moins, seraient satisfaites »[83], car le compromis était souvent la solution recherchée[84]. Par conséquent, l'auteur affirme qu'il est nécessaire d'élaborer un programme offensif, « à savoir une liste d'objectifs stratégiques qui nuiront [aux] adversaires » du mouvement[85], afin d'arrêter et d'inverser la révolution culturelle. Il proclame : « n'ayons donc pas peur d'être "irréalistes" ou "extrémistes" dans le choix de nos objectifs stratégiques »[86]. Le manifeste expose ainsi les grandes lignes d'un certain nombre de stratégies « irréalistes » et « extrémistes » pour faire avancer Agenda Europe, qui font depuis lors l'objet de discussions pendant les sommets annuels.

STRATÉGIE 1 : UTILISONS LES ARMES DE NOS ADVERSAIRES ET RETOURNONS-LES CONTRE EUX

La première stratégie proposée consiste à « utiliser les armes de [leurs] adversaires et [à] les retourner contre eux »[87]. Elle prend plusieurs formes. La première est la « démystification du "statut de victime" que revendiquent les opposants »[88], une revendication attribuée à une stratégie élaborée par MM. Kirk et Madsen pour faire progresser les droits LGBTI[89]. Cette stratégie s'est concrétisée lorsque Agenda Europe a nié l'existence même de l'homophobie en Europe en critiquant

[82] RON, p. 105.

[83] *Ibidem.*

[84] Liviatan, O., «Competing Fundamental Values: Comparing Law's Role in American and Western-European Conflicts over Abortion», Law, Religion Constitution: Freedom of Religion, Equal Treatment, and the Law, Durham, W. C. Jr. et al., Surrey, Ashgate, Royaume-Uni, 2013.

[85] RON, p. 105. | [86] RON, p. 106. | [87] RON, p. 119. | [88] RON, p. 116.

[89] Kirk, M. et Madsen, H., After the Ball: How America Will Conquer Its Fear and Hatred of Gays in the '90s, Plume, New York, 1989. ISBN 978-0452264984.

Enschede, Pays-Bas, 3 août 2014 : manifestation contre le massacre de chrétiens au Moyen-Orient.

un rapport historique de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne (FRA) sur l'homophobie à travers l'Europe en 2014. Agenda Europe a condamné le rapport au motif que la méthodologie appliquée était défaillante, tout en défendant l'idée qu'il s'inscrivait dans la stratégie de MM. Kirk et Madsen et que, dans l'ensemble, l'Agence avait gaspillé l'argent des contribuables[90].

L'étape suivante consiste, pour les croyants ou les chrétiens, à se positionner en tant que nouvelles, mais véritables, victimes de la révolution culturelle. En montrant que le conflit oppose les défenseurs de la foi aux révolutionnaires culturels intolérants, le concept de discrimination et d'intolérance à l'encontre des chrétiens, ou « christianophobie »[91], s'épanouira et révélera de manière concluante «au public que [les] adversaires [d'Agenda Europe] ne sont pas des victimes, mais des oppresseurs »[92]. À cette fin, Mme Kugler a créé l'Observatoire sur l'Intolérance et la Discrimination contre les Chrétiens en Europe (OIDAC)[93], qui publie régulièrement un rapport sur les récits de ces discriminations[94]. La définition de la discrimination à l'encontre des chrétiens est vaste, allant de la violence physique et verbale à l'endroit des chrétiens à la remise en question des privilèges historiques de l'Église catholique, en passant par l'expression démocratique d'opinions anticléricales[95]. Les membres d'Agenda Europe considèrent qu'un chrétien serait victime de discrimination s'il n'est pas légalement autorisé à déroger à la législation sur l'égalité, sur le discours de haine ou sur la fourniture de soins de santé[96]. Cela n'est pas étonnant, car « les types de lois qui finissent par bafouer les droits des personnes religieuses sont souvent le résultat de pressions exercées par l'un des trois groupes suivants : les féministes radicales, les groupes homosexuels radicaux et les laïcs radicaux »[97]. En résumé, le progrès même des DSR constituerait une forme de discrimination à l'égard des personnes religieuses. À l'occasion de son sommet de 2016, Agenda Europe a consacré une demi-journée de discussion à l'élaboration d'une stratégie visant à tirer parti de la persécution des chrétiens pour compromettre les droits humains dans le domaine de la sexualité et de la reproduction[98].

[90] J.C., «Fundamental Rights Agency and Italian EU Presidency use propaganda tactics to 'tackle LGBTI discrimination'», Programme pour l'Europe, 5 novembre 2014. Auparavant disponible à l'adresse suivante: *https://agendaeurope.wordpress.com/2014/11/05/fundamental-rights-agency-and-italian-eu-presidency-usepropaganda-tactics-to-tackle-lgbt-discrimination-2/*. Voir document d'information spécifique d'Agenda Europe sur le sujet : Agenda Europe, The FRA and its LGBTI Survey — The EU Fundamental Rights Agency produces propaganda, not expertise, Bruxelles, 2014. Disponible à l'adresse suivante: *https://agendaeurope.files.wordpress.com/2014/11/aebriefing-paper-no-2-fra-lgbt-survey.pdf*.

[91] Voir *https://www.christianophobie.fr* pour la France et *http://www.osservatoriocristianofobia.it* pour l'Italie.

[92] RON, p. 116.

[93] Voir *http://www.intoleranceagainstchristians.eu*.

[94] Voir *http://www.intoleranceagainstchristians.eu/publications.html*.

[95] OIDAC, Shadow Report on Intolerance and Discrimination against Christians in Europe 2005-2010, 2010. Disponible à l'adresse suivante: *https://www.intoleranceagainstchristians.eu/fileadmin/user_upload/publications/files/Five-Year_Report_Intolerance_against_Christians_in_Europe_-_online_version.pdf*.

[96] Voir les rapports de l'OIDAC parus entre 2010 et 2015: *http://www.intoleranceagainstchristians.eu/publications.html*.

[97] Kugler, M., «The Challenge of Religious Freedom», The European Conservative, no 9 (hiver), p. 9, 2014. Disponible à l'adresse suivante: *http://www.europeanconservative.com/uploads/1/7/7/4/17743925/eurocon_9_2014_winter.pdf*.

[98] Voir le programme du sommet de 2016 d'Agenda Europe.

STRATÉGIE 2 : *À L'INSTAR DE NOS ADVERSAIRES, DÉFINISSONS NOS ENJEUX EN TERMES DE « DROITS »*

« Parfois, nous pourrions, à l'instar de nos adversaires, définir nos enjeux en termes de "droits" »[99], avance le manifeste. La communauté progressiste qualifie la deuxième stratégie de « colonisation des droits humains », c'est-à-dire la contorsion des positions d'inspiration religieuse sur la sexualité et la reproduction en vue d'adopter une apparence artificiellement proche du langage classique des droits humains.

Cela reflète une tendance observée dans l'évolution de l'emploi par le Saint-Siège du langage des DSR au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU), dans l'enceinte de laquelle a pu être constaté « un glissement général des arguments doctrinaux vers l'utilisation d'une rhétorique plus laïque, recourant à des preuves techniques sophistiquées et à des interprétations stratégiques des normes internationales en matière de droits humains afin de communiquer sa position. Les fondements doctrinaux de la position du Saint-Siège n'ont pas été abandonnés, mais le Saint-Siège s'est approprié certains termes acceptés par l'ONU pour renforcer sa propre influence »[100].

On peut citer par exemple le « droit des pères de prévenir l'avortement de leurs enfants, le droit des parents d'être les premiers éducateurs de leurs enfants, ainsi que le droit des enfants de recevoir des informations correctes, et non de la propagande sur la sodomie ». Dans certains cas, la stratégie peut consister en l'application d'un droit humain existant à de nouveaux contextes. Par exemple, elle impliquerait de plaider pour que la liberté de conscience (par le truchement de « clauses de conscience ») s'applique dans le domaine de la santé reproductive, en particulier en ce qui concerne l'avortement et la contraception, octroyant légalement aux professionnels des DSR le droit de refuser d'accomplir des soins liés aux droits sexuels et reproductifs. En effet, selon le manifeste, « les "clauses de conscience" devraient être considérées comme une norme minimale en matière de droits humains »[101].

Un aspect important de cette stratégie réside dans la redéfinition du langage et de la terminologie des droits humains. À cet égard, le manifeste précise : « il est dans notre intérêt d'employer tous ces mots, y compris [...] "droits reproductifs", tout en précisant le sens qu'ils revêtent pour nous. Si nous utilisons ces termes de manière cohérente, nous pourrions même réussir à "contaminer" (ou de fait, à rectifier) la terminologie que nos adversaires ont élaborée »[102]. À cet effet, le manifeste contient un tableau proposant une liste de 14 « termes ambigus », qui renvoient à deux colonnes : l'une est intitulée « ce que nos adversaires entendent par-là », tandis que l'autre a pour entête « ce que cela signifie réellement »[103]. C'est ainsi qu'Agenda Europe a concrétisé, en stratégies spécifiques d'influence politique, ce que la hiérarchie du Saint-Siège avait précédemment revendiqué dans son lexique de la famille[104]. Enfin, le manifeste encourage l'élaboration de nouvelles significations pour les droits humains établis et leur apparition dans des travaux académiques afin d'influencer le débat dans les milieux universitaires[105].

« les "clauses de conscience" devraient être considérées comme une norme minimale en matière de droits humains ».

Restaurer l'ordre naturel

[99] RON, p. 115.

[100] Coates, A. L. et al., «The Holy See on sexual and reproductive health rights: conservative in position, dynamic in response», Reproductive Health Matters, vol. 22, no 44, p. 114-124, 2014.

[101] RON, p. 20. | [102] RON, p. 122. | [103] RON, p.s 123–124.| [104] RON, p. 118.

[105] Conseil pontifical pour la famille, Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques, 2005. Voir également : Commission des Épiscopats de la Communauté européenne, Science et éthique, vol. 2, 2012.

Paris, France, 5 octobre 2014 : Pancarte contre l'accès à la PMA lors d'une manifestation contre les droits des personnes LGBTQI+ à Paris.

STRATÉGIE 3 : *ÉLEVONS-NOUS CONTRE LES OPPOSANTS MALVEILLANTS ET LES INSTITUTIONS HOSTILES*

« La violence est inhérente au programme de nos adversaires »[106], déclare l'auteur de *Restaurer l'ordre naturel*. Ces opposants sont identifiés comme étant les groupes de pression en faveur de l'avortement, les groupes de pression gays et lesbiens, les groupes de pression féministes radicaux, ainsi que les athées militants[107]. Dans le chapitre sur « la nécessité de comprendre nos opposants et d'apprendre d'eux »[108], le manifeste explique de quelle manière les révolutionnaires culturels s'engagent dans un ensemble de stratégies insidieuses, lesquelles incluent la prévention du débat rationnel, la propagande et l'intimidation, ainsi que la violence physique et la pression sur les opposants en vue de leur soumission. En effet, son auteur affirme que « le recours à l'intimidation et à la violence physique pure et simple joue un rôle important dans la promotion de l'avortement et du programme homosexuel »[109]. C'est la raison pour laquelle il est important de s'efforcer activement de démanteler les financements des « groupes de pression en faveur de l'avortement et des homosexuels »[110].

En ce qui concerne l'engagement auprès des institutions supranationales, le manifeste exhorte à la prudence, car la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) et la FRA seraient « contrôlées par de fervents sympathisants de la révolution culturelle »[111]. Ainsi, eu égard aux contentieux stratégiques, il est conseillé aux lecteurs de « [s'] engager uniquement dans des affaires dans lesquelles [ils ont], sur la base de la jurisprudence, un solide espoir de faire prévaloir [le] point de vue » d'Agenda Europe[112]. Par ailleurs, Agenda Europe devrait tenter de manière préventive de « détecter les décisions et déclarations erronées et de les critiquer publiquement, de répertorier et de faire connaître les lacunes systémiques de ces institutions (par exemple, leur méthode de recrutement défaillante, leur autoréférence ainsi que leur manque d'ouverture et de transparence), ainsi que de remettre en question la légitimité des déclarations et des décisions qui ne sont pas conformes à la loi naturelle »[113]. Toutefois, certaines institutions peuvent s'être abandonnées à la révolution culturelle d'une manière si désespérée, à l'image de la FRA, que « d'aucuns pourraient se demander s'il ne serait pas préférable de simplement [les] démanteler »[114].

[106] RON, p. 114.

[107] RON, p. 107, Dans la « sphère bruxelloise », ils sont identifiés comme étant les membres de l'IPPF, du Forum parlementaire européen sur la population et le développement, de la Deutsche Stiftung Weltbevölkerung, de Marie Stopes International, de l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (ILGA), du Lobby européen des femmes et de la Fédération humaniste européenne.

[108] RON, p. 106.

[109] RON, p. 114. Des exemples de violences présumées, tels que rapportés par Agenda Europe incluent les articles suivants: «Argentina: Feminist pro-abortion mob tries to burn Cathedral», Programme pour l'Europe, 24 octobre 2017 (auparavant disponible à l'adresse suivante: *https://agendaeurope.wordpress.com/2017/10/24/argentina-feminist-pro-abortion-mob-tries-to-burncathedral/* ; et «Lesbian-Gay Bullying Totalitarians (LGBTI) try to silence Church of Cyprus», Programme pour l'Europe, 5 novembre 2016 (auparavant disponible à l'adresse suivante: *https://agendaeurope.wordpress.com/2016/11/05/lesbian-gay-bullying-totalitarians-lgbt-try-to-silencechurch-of-cyprus/*.

[110] RON, p.s 125 (ILGA) et129 (IPPF).

[111] RON, p. 121. | [112] RON, p. 120. | [113] RON, p. 121. | [114] *Ibidem*.

STRATÉGIE 4 : *DEVENONS DES INTERLOCUTEURS RESPECTÉS AU NIVEAU INTERNATIONAL*

La création d'un réseau est une stratégie importante pour Agenda Europe. Le manifeste relève : « nos adversaires opèrent à l'échelle mondiale, ayant mis en place des réseaux étroitement liés d'organisations non gouvernementales, de représentants politiques et autres fonctionnaires. Pour que notre combat soit couronné de succès, nous devons mettre en place un réseau similaire »[115]. La mise sur pied d'un tel réseau aurait plusieurs avantages potentiels. L'un d'eux serait « la reconnaissance et le respect [d'Agenda Europe] en [sa] qualité d'interlocuteur au niveau international et à l'échelle de l'ONU »[116]. À l'occasion du sommet d'Agenda Europe de 2014, Gudrun Kugler et Paul Coleman, d'Alliance Defending Freedom (ADF), ont animé une session intitulée La pénétration des institutions internationales, fondée sur l'ouvrage intitulé The Global Human Rights Landscape[117] portant sur la manière dont les ONG peuvent « intégrer les institutions internationales et supranationales »[118]. Mme Kugler et M. Coleman ont mis l'accent sur le fait que les organisations devraient être accréditées dans toutes les institutions pertinentes. Les membres se sont ensuite mutuellement informés de l'état d'avancement des travaux menés au Conseil des droits humains des Nations Unies, à la FRA, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Puis, Grégor Puppinck, de l'ECLJ, a transmis des informations sur les interventions de tiers auprès de la CEDH et de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), ainsi que sur le processus de nomination des juges[119]. Le fruit d'une mise en réseau réussie serait l'infiltration d'institutions jouant un rôle majeur. Dans cette perspective, le manifeste recommande qu'Agenda Europe s'attelle à « faire entrer les bonnes personnes dans les bonnes institutions »[120], et ce, en commençant par « dresser une liste des postes clés qui seront prochainement vacants »[121], y compris des postes stratégiques à l'ONU, comme ceux des membres des organes de suivi des traités, des rapporteurs spéciaux et des juges à la CJUE et à la CEDH ainsi que du personnel des institutions de l'Union européenne[122].

Un autre avantage de la mise en réseau serait l'accroissement du potentiel de collecte de fonds. Constatant que l'Union européenne fournit un financement important à la société civile qui oeuvre à l'échelle européenne, le manifeste observe : « il nous serait certainement possible d'en bénéficier également, si nous remplissions les conditions. Cela augmenterait notre budget et, parallèlement, diminuerait celui de nos adversaires[123] ». À cet égard, les acteurs anti-DSR sont déjà en bonne voie, car, « dans le sillage de l'initiative citoyenne européenne "Un de nous", a émergé une dynamique en faveur d'une fédération européenne d'organisations pro-vie » et il « pourrait y avoir des fédérations similaires pour traiter spécifiquement d'autres questions exposées dans ce document, comme le mariage et la famille ou la liberté de religion »[124].

[115] RON, p. 116. | [116] RON, p. 117.
[117] Coleman, P. et al., *The Global Human Rights Landscape — A Short Guide to Understanding the International Organizations and the Opportunities for Engagement,* Kairos, Vienne, 2014.
[118] Voir le programme du sommet de 2014 d'Agenda Europe.
[119] *Ibidem*. | [120] RON, p. 117. | [121] RON, p. 118. | [122] RON, p. 117. | [123] *Ibid*em. | [124] RON, p.s 117–118.

Paris, France, 5 octobre 2014 : Les gens défilent lors d'une manifestation contre les droits des personnes LGBTQI+ à Paris.

6

QUI SE CACHE DERRIÈRE AGENDA EUROPE ?

IDENTIFICATION DES ACTEURS CLÉS

D'après les propos tenus par les organisateurs d'Agenda Europe au cours du sommet de Dublin en 2015, « Agenda Europe est le seul réseau européen destiné à rassembler les principales ONG européennes afin de concevoir une stratégie commune pour faire avancer un programme des véritables droits humains. Depuis sa création, il s'est développé pour inclure les principaux dirigeants pro-vie et pro-famille de chaque pays européen »[125]. Les documents obtenus révèlent qu'Agenda Europe compte environ 100 à 150 membres affiliés, à tout le moins, à 50 ONG européennes conservatrices qui luttent contre divers aspects des DSR et qu'elles se subdivisent elles-mêmes en organisations «pro-vie » (anti-choix) et pro-famille (anti-LGBTI), réparties dans plus de 30 pays européens. Plusieurs catégories d'acteurs émergent : les organisateurs, les initiés, les sommités, les exécutants et les probables financiers.

Les substituts du Vatican ont rassemblé la communauté chrétienne opposée aux DSR en Europe et ont tiré parti des institutions catholiques pour créer un espace au sein duquel les membres d'Agenda Europe pourraient discrètement se réunir et élaborer des stratégies, loin des regards inquisiteurs, mais sous l'aile protectrice du Saint-Siège.

[125] Voir le programme du sommet de 2015 d'Agenda Europe.

LES ORGANISATEURS : *LES SUBSTITUTS DU VATICAN*

Agenda Europe est un mouvement de la société civile européenne qui réunit des acteurs de toutes les confessions chrétiennes ; et si la majorité d'entre eux sont catholiques, les principaux représentants des confessions protestante et orthodoxe traditionalistes sont également pleinement impliqués[126]. Néanmoins, les organisateurs centraux d'Agenda Europe sont les acteurs et institutions catholiques entretenant des liens directs avec la hiérarchie du Vatican. Par le passé, le Saint-Siège a mené la résistance contre l'avancement des DSR dans divers contextes, y compris dans l'enceinte de l'ONU[127].

Tout d'abord, les deux personnes qui ont convoqué la réunion stratégique de 2013, Gudrun Kugler et Terrence McKeegan, sont deux militants politiques catholiques. Ainsi, Mme Kugler est une conférencière invitée à l'International Theological Institute (ITI)[128], créé par le Vatican, et a exercé un certain nombre de fonctions pour le Saint-Siège[129]. M. McKeegan, coorganisateur, est riche d'une longue expérience dans les organisations anti-DSR[130] et surtout, il a été conseiller juridique pour la mission d'observation permanente du Saint-Siège auprès de l'ONU[131]. Par conséquent, les deux acteurs à l'origine de la réunion de lancement d'Agenda Europe entretiennent des liens professionnels étroits avec la hiérarchie du Saint-Siège.

Parmi les autres dirigeants d'Agenda Europe ayant des liens similaires avec le Vatican figurent Grégor Puppinck, de l'ECLJ, qui représente régulièrement le Saint-Siège au sein de divers organes du Conseil de l'Europe[132], et Luca Volontè, qui a reçu le soutien manifeste du Saint-Siège dans sa candidature à la présidence du groupe du Parti populaire européen (PPE) au sein de l'APCE en 2010[133].

Ensuite, les institutions catholiques ont déroulé le tapis rouge pour les sommets d'Agenda Europe. Par exemple, l'ITI a été remercié pour sa coopération en vue de l'organisation de la réunion qui s'est tenue à Londres en 2013[134]. La deuxième réunion, quant à elle, a eu lieu à Munich, au Château de Fürstenried, une propriété qui sert de retraite spirituelle à l'évêché catholique de Munich[135]. En outre, plusieurs éminents représentants du clergé catholique ont honoré de leur présence les sommets d'Agenda Europe[136]. En résumé, les substituts du Vatican ont rassemblé la communauté chrétienne opposée aux DSR en Europe et ont tiré parti des institutions catholiques pour créer un espace au sein duquel les membres d'Agenda Europe pourraient discrètement se réunir et élaborer des stratégies, loin des regards inquisiteurs, mais sous l'aile protectrice du Saint-Siège.

[126] Par exemple, les représentants protestants comptent dans leurs rangs Leo van Doesburg, du Mouvement politique chrétien européen (MPCE), tandis qu'Alexey Komov fait partie des représentants orthodoxes. Voir annexe 2.

[127] Coates, et al. 2014. "The Holy See on sexual and reproductive health and rights: conservative in position, dynamic in response." *Reproductive Health Matters.*

[128] Le pape Jean-Paul II a fondé l'ITI en 1996. Cette entité se décrit comme étant ecclésiastique, privée et catholique romaine. Voir *https://iti.ac.at*.

[129] Voir CV de Mme Kugler: *https://iti.ac.at/fileadmin/user_upload/user_upload/Academic-Life/Academic_CV_KUGLER_Gudrun_Web.pdf*.

[130] Voir annexe 2.

[131] Voir le CV de M. McKeegan: *http://neumannschool.org/wp-content/uploads/2014/01/Donor-infocopy.pdf*.

[132] Voir le rapport de la première réunion du Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits humains : *https://rm.coe.int/steering-committee-for-human-rights-cddh-committee-of-experts-on-the-s/16807145c6*.

[133] Foret, François. 2015. *Religion and Politics in the European Union*. Cambridge: Cambridge University Press, page 67.

[134] Programme de la réunion stratégique de 2013 d'Agenda Europe.

[135] Voir *https://www.erzbistum-muenchen.de/Ordinariat/Ressort-5-Bildung/Exerzitienhaus-Schloss-Fuerstenried*.

[136] Par exemple, le père Tadej Strehovec, qui a participé à la Conférence épiscopale slovène sur le thème des enseignements pouvant être retirés du référendum slovène sur la protection du mariage, s'est rendu au sommet de 2016 ; Son excellence révérendissime Charles John Brown, nonce apostolique en Irlande, au sommet d'Agenda Europe de 2015 ; et Monseigneur Gintas Grusas de Lituanie au sommet de 2016.

LES INITIÉS : *LES DIRIGEANTS POLITIQUES ET LES REPRÉSENTANTS GOUVERNEMENTAUX*

Dans sa « Note doctrinale concernant certaines questions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique[137] », le Vatican a élaboré des directives claires sur la manière dont les personnalités politiques catholiques sont tenues de se comporter dans la vie publique lorsqu'elles sont confrontées à des sujets en lien avec les enseignements de l'Église. Agenda Europe sert de centre névralgique pour un certain nombre de ces hommes et femmes politiques, et illustre l'accès à la prise de décision que les mouvements anti-DSR ont obtenu au sein des parlements et gouvernements nationaux, ainsi que dans les institutions européennes. Au niveau ministériel, Agenda Europe est parvenu à séduire des personnalités polonaises telles que Konrad Szymanski, ministre adjoint des Affaires étrangères[138], qui a pris la parole au sommet de 2016, et Aleksander Stepkowski[139], vice-ministre des Affaires étrangères en 2016, qui a été président d'Ordo Iuris et qui a participé régulièrement aux sommets d'Agenda Europe[140].

Un certain nombre de personnalités politiques semblent être membres d'Agenda Europe, parmi lesquelles figurent des dirigeants politiques anti-DSR, tels que le sénateur irlandais Ronan Mullen[141], l'Italien Luca Volontè[142] et Zejlka Markic, fondatrice du parti politique Croate HRAST. Or, M. Volontè était président du PPE, le plus grand parti politique de l'APCE[143]. Au sein du Parlement européen, Paul Moynan[144], conseiller politique auprès du groupe des Conservateurs et Réformistes européens (CRE)[145], a participé à plusieurs sommets. Leo van Doesburg, directeur des affaires européennes du MPCE[146], soit un parti politique européen disposant d'un réseau de partis politiques nationaux répartis dans 20 pays européens, a également participé régulièrement à Agenda Europe. Le sénateur Mullen et HRAST, parti fondé par Mme Markic, sont eux-mêmes affiliés au MPCE[147]. Au sein des institutions européennes, Jakob Cornides[148], fonctionnaire à la Direction générale du commerce de la Commission européenne, est intervenu en tant qu'orateur au sommet d'Agenda Europe de 2014. Enfin, Jan Figel[149], ancien commissaire européen et actuel envoyé spécial de l'Union européenne pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction, a été invité à prendre la parole au sommet de 2016[150].

En résumé, Agenda Europe comprenait alors des représentants politiques, parfois des dirigeants, de divers partis qui couvraient le centre-droit du spectre politique, allant du PPE au CRE en passant par le MPCE. En définitive, Agenda Europe a développé un réseau d'adeptes dévoués affiliés à un large éventail de parlements nationaux et présents au sein de l'APCE, du Parlement européen, de partis politiques particuliers et de la Commission européenne.

Ján Figel
(Crédit photo: Wikipedia Creative Commons)

Agenda Europe a développé un réseau d'adeptes dévoués affiliés à un large éventail de parlements nationaux et présents au sein de l'APCE, du Parlement européen, de partis politiques particuliers et de la Commission européenne.

[137] Jean-Paul II, Note doctrinale concernant certaines questions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique, Congrégation pour la doctrine de la foi, Cité du Vatican, 2002. Disponible à l'adresse suivante: *http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20021124_politica_fr.html*.

[138] Voir profil de Konrad Szymanski en tant que vice-ministre polonais chargé des affaires européennes : *http://www.msz.gov.pl/en/ministry/senior_officials/konrad_szynanski*.

[139] Voir annexe 2.

[140] D'après les projets de programmes des sommets de 2015 et de 2016 d'Agenda Europe. | [141] Voir annexe 2. | [142] *Ibidem*.

[143] ACM, «PACE biggest Group EPP Chair Volontè to EuroFora: Youth's Desire to Change the Future=Asset v. Crisis», EuroFora, 26 juin 2012. Disponible à l'adresse suivante: *http://www.eurofora.net/newsflashes/news/youngpeopleversuscrisis.html?mylang=french*.

[144] Voir annexe 2.

[145] Site du CRE: *http://ecrgroup.eu/fr/*.

[146] Site du MPCE : *https://www.ecpm.info*.

[147] Voir la liste des membres du MPCE en 2017: *https://www.google.be/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=4&ved=0ahUKEwiZ-aPz16_YAhXR-6QKHWL_D5oQFghDMAM&url=http%3A%2F%2Fwww.epgencms.europarl.europa.eu%2Fcmsdata%2Fupload%2F461d8a58-30d0-4db5-9d7ecbe79074042f%2F05a_MEP.MP.MRP_list_august_2017_ECPM.docx&usg=AOvVaw1PZGRQRlbXpiKII0qs77M*.

[148] Voir annexe 2. | [149] *Ibidem*.

[150] Voir le programme du sommet de 2016 d'Agenda Europe.

Luca Volonté

LES SOMMITÉS : *LES PENSEURS ET STRATÈGES DE LA LUTTE TRANSNATIONALE ANTI-DSR*

Chaque communauté compte des membres éminents qui sont à l'origine d'une grande partie de la pensée initiale du mouvement : ce sont les sommités. Ces experts sont souvent les acteurs qui opèrent au niveau transnational et développent des stratégies thématiques que les exécutants nationaux adoptent, puis adaptent et intègrent à leur contexte national. Les sommets d'Agenda Europe ont attiré ces sommités anti-DSR pour mobiliser la communauté dans leur domaine de compétence spécifique. En sus de ceux qui ont élaboré les cinq stratégies (sur l'euthanasie, la liberté de religion, le mariage et la famille, l'anti-discrimination et la gestation pour autrui) présentées au sommet de 2015[151] s'ajoutent d'autres experts, tels que Mme Kugler, qui a apporté sa compétence dans l'exploitation de la discrimination contre les chrétiens pour atteindre un objectif anti-DSR, et Mme Kuby, qui a partagé ses connaissances juridiques et politiques des affaires publiques européennes.

Gabrielle Kuby, mère de Sophia Kuby, est celle qui a découvert la menace mondiale que représentait « l'idéologie du genre »[152] et elle est aussi une sommité d'envergure qui a participé aux sommets. M. Puppink a proposé son savoir-faire en matière de mobilisation juridique, en particulier sur l'avortement et la gestation pour autrui, et Leo van Doesburg, du MPCE, a couvert la question de la construction de réseaux entre les partis politiques chrétiens, tandis que Maria Hildingsson[153], de la Fédération des associations familiales catholiques en Europe (FAFCE)[154], s'est occupée des procédures juridiques en matière d'objection de conscience dans le cas de la Suède[155]. Certains ont transmis des informations aux acteurs nationaux sur la manière d'appliquer des campagnes européennes dans un contexte national, par exemple, contre la ratification de la Convention d'Istanbul par l'intermédiaire de représentants d'ADF et d'Ordo Iuris. Luca Volontè, de la Fondazione Novae Terrae (FNT), a apporté sa compétence sur les initiatives en faveur de la liberté de religion à l'APCE, et Ignacio Arsuaga, de Hazte Oir, sur le financement participatif des questions conservatrices sur le plan social[156]. Toutes ces personnes apparaissent sur la liste des orateurs ou des personnes-ressources ayant participé à au moins trois réunions d'Agenda Europe[157].

Étant donné que les experts anti-DSR des États-Unis ont plusieurs décennies d'expérience de plus que leurs homologues européens, les sommités américaines ont également fréquenté les sommets d'Agenda Europe. Parmi ces personnalités figurent Brian Brown[158], de la National Organization for Marriage, Lila Rose[159], de Live Action, Marie Smith[160], de Priests for Life, et Sharon Slater[161], de Family Watch International.

---

[151] Voir point 3.2. | [152] Voir annexe 2. | [153] Voir annexe 2.
[154] Site de la FAFCE: *http://www.fafce.org/index.php?lang=fr*.
[155] Voir FAFCE v. Suède, plainte n° 99/2013.
[156] Arsuaga, Ignacio. 2015. "Mass Mobilization." Sommet d'Agenda Europe, Dublin, 2015 (Diaporama).
[157] Voir les programmes des sommets d'Agenda Europe des années 2013 à 2016.
[158] Voir annexe 2.
[159] *Ibidem*. | [160] *Ibidem*. | [161] *Ibidem*.

Zeljka Markic

LES EXÉCUTANTS : *LANCEMENT NATIONAL DU MANIFESTE D'AGENDA EUROPE*

Les sommets d'Agenda Europe rassemblent les pointures des mouvements nationaux anti-choix et anti-LGBTI de toute l'Europe. Tandis que les sommités ont fait ressortir les stratégies thématiques globales pour la région, les exécutants nationaux ont adopté ces stratégies, puis les ont adaptées et intégrées à leur contexte, en tenant compte des débouchés politiques dans chaque pays. Parmi les responsables de la mise en oeuvre de ces stratégies figurent notamment des dirigeants anti-LGBTI, tels que Ludovine de la Rochère[162], présidente de La Manif Pour Tous (marches homophobes en France en 2013), Zeljka Markic, initiatrice du référendum sur le mariage traditionnel croate de 2013, et Bogdan Stanciu, de Provita Romania[163], à l'origine de l'initiative citoyenne sur le mariage traditionnel. Les meneurs anti-choix incluent les rédacteurs de l'interdiction de l'avortement de 2016 en Pologne (Ordo Iuris) et les catalyseurs des restrictions à l'avortement de 2013 en Espagne (Hazte Oir), qui ont échangé leur expérience respective au cours des sommets annuels. D'autres ont partagé leurs approches modernes et novatrices, comme Emile Duport[164], de l'organisation française Les Survivants[165]. Appliquant une tactique de choc inspirée de l'association internationale de lutte contre le sida Act-Up, Les Survivants affirment que tous les membres de la société française partagent un traumatisme collectif, celui d'avoir été la victime potentielle de l'une des cinq grossesses qui aboutissent à l'avortement. Cette organisation a été jusqu'à développer une application Pokémon, où le but du jeu est de sauver Pikachu des avorteurs[166].

Les sommets d'Agenda Europe montrent comment ces acteurs nationaux s'informent des évolutions d'intérêt mutuel dans leur contexte national respectif et partagent leur expérience et leur savoir-faire au niveau transnational. D'ailleurs, ces contextes ont favorisé le développement d'initiatives transnationales qui nécessitent une collaboration transfrontalière, comme l'ICE sur la protection du mariage Maman, papa & les enfants (voir age 29).

[162] Voir annexe 2.
[163] Voir *http://www.provitabucuresti.ro*.
[164] Voir annexe 2.
[165] Les Survivants: *https://lessurvivants.com*.
[166] Giraud, M., «Ils aiment les Pokémon mais pas l'IVG: qui sont les "Survivants"?», L'Obs, 22 août 2016.

LES PROBABLES FINANCIERS : ARISTOCRATES, MILLIARDAIRES, OLIGARQUES, HOMMES POLITIQUES CORROMPUS ET NÉGATIONNISTES CLIMATIQUES

Les organisateurs de la réunion de réflexion stratégique qui a eu lieu à Londres en 2013 se sont interrogés, à savoir comment financer les activités d'Agenda Europe. Nul ne sait clairement qui a financé le réseau, mais quelques pistes se dégagent en examinant projets et participants. Il semblerait que certains d'entre eux ont pour seule fin les liens qu'ils entretiennent avec certaines sources de financement.

Tout d'abord, de nombreux participants à la rencontre de Londres méritent une attention particulière, étant donné leurs relations avérées avec des donateurs conservateurs. Parmi eux, Vincente Segu, Archiduc Imre de Habsbourg-Lorraine et Oliver Hylton. Vincente Segu, qui dirige l'organisation mexicaine anti-DSR Incluyendo Mexico[167], est un proche du milliardaire mexicain Patrick Slim Domit, financier du mouvement anti-avortement au Mexique et dans le monde, fils de Carlos Slim, un des hommes les plus riches de la planète[168]. L'Archiduc Imre et sa femme, l'Archiduchesse Kathleen, de la branche des Habsbourg-Lorraine (autrefois famille régnante d'Autriche), ont étendu leur patronage à un éventail d'initiatives anti-DSR[169]. Une troisième personne était présente à la rencontre de Londres : Oliver Hylton. Hylton était le gestionnaire de Sir Michael Hintze, donateur du parti conservateur britannique, célèbre pour son soutien à un groupe de réflexion actif dans le négationnisme climatique[170]. Hylton est actuellement un donateur du MPCE[171].

Le sommet de 2014 comptait un autre participant non négligeable: Alexey Komov. Représentant de l'Eglise orthodoxe russe, il est également chargé du programme de la fondation caritative Saint-Basile-le-Grand en Russie, fondation qui apporte son soutien aux causes conservatrices définies par l'oligarque russe d'extrême-droite Konstantin Malofeev[172]. M. Komov s'occupe des projets internationaux au sein de la fondation[173]. Vient enfin Luca Volontè[174], ancien député italien, fondateur de Fondazione Novae Terrae (FNT). La FNT soutient les activités anti-DSR, notamment celles qui émanent d'Agenda Europe, comme l'ICE Maman, papa & les enfants (voir section 7.1.1). De ses origines à 2016, la FNT semble avoir reçu comme unique source de financement 3 millions d'euros, obtenus apparemment illégalement, par le biais de versements d'intermédiaires au nom du gouvernement d'Azerbaïdjan pour s'assurer un bilan favorable concernant les droits humains auprès de l'APCE[175]. En 2017, Luca Volontè a été accusé de corruption en Italie et il fait actuellement l'objet d'une enquête de l'APCE[176].

Globalement, les donateurs potentiels d'Agenda Europe constituent une affiche haute en couleur où figurent un milliardaire mexicain anti-avortement, des aristocrates européens, un milliardaire britannique négationniste climatique, un oligarque russe d'extrême-droite et un homme politique italien corrompu à la solde de l'Azerbaïdjan. En termes de chiffres, en dollars américains, la fortune personnelle de ces participants à Agenda Europe, s'élève à 5,3 milliards pour Patrick Slim[177], entre 63 millions et 207 millions pour la famille de Habsbourg-Lorraine[178], à 2,1 milliards pour Sir Michael Hintze[179] et à 225 millions pour Konstantin Malofeev[180].

Les donateurs potentiels d'Agenda Europe constituent une affiche haute en couleur où figurent un milliardaire mexicain anti-avortement, des aristocrates européens, un milliardaire britannique négationniste climatique, un oligarque russe d'extrême-droite et un homme politique italien corrompu à la solde de l'Azerbaïdjan.

[167] Voir *http://www.incluyendomexico.org.mx*.

[168] Beauregard, Luis Pablo. 2017. "La guerra contra el aborto en México, La millonaria asociación provida que mueve los hilos de la ultraderecha en México." *El Pais*, 16 février 2017.

[169] Par exemple, Otto de Habsbourg est désigné comme fondateur et promoteur de l'Institut *Dignitatis Humanae*: *http://www.dignitatishumanae.com/index.php/about-us/about-the-institute/* ; et Christiana de Habsbourg-Lorraine, Archiduchesse d'Autriche, était oratrice lors du WCF à Budapest en 2017 (Gillian Kane, Note du WCF 2017). Voir Kemper, A. pour plus d'informations concernant les réseaux aristocrates et cléricaux. "Christlicher Fundamentalismus und neoliberal-nationalkonservative Ideologie am Beispiel der «Alternative für Deutschland»." In Unheilige Allianz: *Das Geflecht von christlichen Fundamentalisten und politisch Rechten am Beispiel des Widerstands gegen den Bildungsplan in Baden-Württemberg,* publié par Lucie Billmann. Berlin : Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2015.

[170] The Guardian. 2012. "Michael Hintze revealed as funder of Lord Lawson's climate thinktank." *The Guardian*, 27 mars 2012.

[171] ECPM annual report to the European Parliament 2014: voir page 7 qui fait état d'une donation de 10.000 € de la part de Michael Hintze.

[172] Voir annexe 2. | [173] *Ibidem*. | [174] *Ibidem*.

[175] Feder, J. Lester, and Alberto Nardelli. 2017. "This Anti-Abortion Leader Is Charged With Laundering Money From Azerbaijan." Site web BuzzFeed, 26 avril 2017.

[176] Rankin, Jennifer. 2017. "Azerbaijan revelations spark 'great concern' at Council of Europe." *The Guardian*, 8 septembre 2017.

[177] Voir *http://www.wealthx.com/articles/2015/patrick-slim-domit*.

[178] Le montant se situerait entre 63 millions de dollars américains, selon *https://networthroom.com/news/otto-von-habsburg-net-worth-bio*, et 207 millions de dollars américains selon *https://networthroll.com/blog2/otto-von-habsburg-net-worth*.

[179] Voir *https://www.forbes.com/profile/michael-hintze*.

[180] Voir *http://johnhelmer.net/the-difference-between-an-oligarch-and-a-crony-washington-believes-inkonstantin-malofeev*.

Zagreb, Croatie, 24 mars 2018: Manifestation contre la Convention d'Istanbul. (Crédit photo: Davor Kovačević / Novi List)

SCHÉMA 1. PRÉSENTATION DES PROTAGONISTES D'AGENDA EUROPE

7

DÉPLOIEMENT DE LA STRATÉGIE D'AGENDA EUROPE

Le manifeste *Restaurer l'ordre naturel* s'achève sur une liste ambitieuse d'actions, sur 10 pages, avec des objectifs à court, long et moyen termes concernant le mariage, la famille, le respect de la vie et les lois en faveur de l'égalité et contre la discrimination[181]. Le Tableau 1 offre une présentation des objectifs d'Agenda Europe, notamment des lois à abroger ou des lois pour interdire certains droits et d'autres encore pour restaurer l'ordre naturel, sans oublier des actions autres que législatives.

Le manifeste Restaurer l'ordre naturel s'achève sur une liste ambitieuse d'actions, sur 10 pages, avec des objectifs à court, long et moyen termes concernant le mariage, la famille, le respect de la vie et les lois en faveur de l'égalité et contre la discrimination.

Madrid, Espagne, 28 septembre 2016: Des manifestants lors d'une marche en faveur de l'accès à un avortement sans risque et légal.

[181] RON, p.s 125–134.

TABLEAU 1. OBJECTIFS D'AGENDA EUROPE

	Lois à abroger/questions à interdire	Lois à faire adopter	Actions autres que législatives
Mariage et famille	01. Abroger les lois concernant l'union entre personnes de même sexe et l'union civile 02. Abroger toutes les lois relatives au divorce 03. Abroger toutes les lois concernant l'adoption par des personnes homosexuelles	04. Lois contre la sodomie 05. Lois visant à rendre le divorce plus difficile 06. S'assurer du traitement privilégié du mariage (lois sociales et fiscales) 07. Lois visant à interdire la « propagande homosexuelle» 08. Légaliser l'enseignement à domicile dans tous les pays	09. Supprimer les financements de tous les groupes de pression LGBTI et ceux en faveur de l'avortement dans l'Aide publique au développement 10. Revoir les cours d'éducation sexuelle selon la loi naturelle 11. Soutenir les résolutions contre la gestation pour autrui au niveau du PE et de l'APCE 12. Mettre en évidence l'aspect « choix » de la sodomie
Respect de la vie : contraception, avortement, procréation assistée, cellules souches, euthanasie	13. Interdire la vente de tous contraceptifs pharmaceutiques 14. Interdire les contrats qui prévoient avortement, contraception et stérilisation 15. Interdire le diagnostic prénatal 16. Interdire la fécondation in vitro	17. Clauses de conscience pour tous les médecins et pharmaciens (pour que le refus de soin soit un droit légal) 18. Interdiction d'avorter dans tous droits nationaux et également dans le droit international 19. Convention internationale visant à interdire toute utilisation de cellules souches humaines 20. Convention internationale visant à interdire l'euthanasie	21. Concernant l'avortement, favoriser les droits parentaux, les délais de réflexion et les normes restrictives en matière d'hygiène 22. Introduire des services conseil pro-vie sur fonds publics concernant l'avortement
Egalité et non-discrimination	23. Abolir les lois en faveur de l'égalité au niveau européen, notamment abrogation des articles 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux[182] 24. Abolir toute législation en faveur de l'égalité au niveau national 25. Empêcher l'adoption de la 5ème directive concernant l'égalité de traitement	26. Créer des groupements de PME, de sociétés commerciales, de propriétaires immobiliers 27. Communiquer l'incertitude juridique et la lourdeur administrative dues aux lois contre la discrimination	28. Mettre en évidence le coût des lois contre la discrimination sur l'économie nationale 29. Critiquer les actions intentées par les partisans des lois contre la discrimination (par exemple ILGA)[183]

Le manifeste *Restaurer l'ordre naturel* ne correspond pas à de simples objectifs auxquels les membres d'Agenda Europe aspirent, mais il s'agit d'un véritable plan d'action qu'ils poursuivent au niveau de l'Union européenne, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et dans diverses instances nationales. Voici quelques exemples qui montrent comment les membres d'Agenda Europe ont poursuivi les objectifs définis dans le manifeste, notamment des actions coordonnées au niveau européen, mais aussi des initiatives nationales.

[182] L'article 21 concerne la non-discrimination: *http://fra.europa.eu/en/charterpedia/article/21-non-discrimination* ; et l'article 23 concerne l'égalité hommes femmes: *http:// http://fra.europa.eu/fr/charterpedia/article/23-egalite-entre-femmes-et-hommes*.

[183] Voir les demandes essentielles d'ILGA-Europe pour que le droit à la santé et l'accès à la santé soient assurés sans discrimination: *https://www.ilga-europe.org/resources/policy-papers/ilga-europes-key-demandsensuring-enjoyment-right-health-and-access-health*.

PROTECTION CONSTITUTIONNELLE DE LA FAMILLE TRADITIONNELLE

C'est dans le domaine du mariage et de la famille qu' Agenda Europe a été sans conteste le plus efficace, notamment en mettant un coup d'arrêt à l'extension des droits matrimoniaux aux couples de même sexe. Sa méthode préférée a consisté à recenser les initiatives citoyennes, telles les pétitions formelles, qui imposent aux autorités publiques d'agir par voie référendaire ou autres procédures officielles.

Les membres d'Agenda Europe ont utilisé la mobilisation citoyenne au niveau national pour mettre un terme au progrès dans le domaine du mariage pour tous en Croatie, en Slovénie, en Slovaquie et plus récemment en Roumanie. De 2013 à mai 2014, l'ONG croate *U ime obitelji*[184] a recueilli 700.000 signatures en vue de demander un référendum pour amender la Constitution et définir le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme. Le référendum l'a emporté haut la main avec 66% d'électorat favorable[185]. Peu après, les membres d'Agenda Europe en Slovénie ont tenté une approche similaire pour stopper une initiative parlementaire de 2015 visant à élargir la définition du mariage. Avec 64% de votes favorables au rejet de la proposition, les membres d'Agenda Europe ont réussi à mettre un coup d'arrêt de deux années à une loi progressiste sur cette question[186]. La même année, les membres d'Agenda Europe en Slovaquie ont cherché à répéter la réussite de leurs voisins des Balkans, lors d'un référendum demandant une définition traditionnelle du mariage dans la Constitution. Cependant, avec un électorat de seulement 21%, le référendum n'est pas passé[187]. En 2016, les membres roumains qui ont fait de même, ont réussi à récolter 3 millions de signatures pour demander un référendum constitutionnel visant à une définition traditionnelle du mariage[188]. Il aura lieu en 2018[189].

Au niveau de l'Union européenne, Agenda Europe a fourni un cadre propice à la coordination des membres. Le travail réalisé par l'initiative citoyenne européenne sur le mariage traditionnel, baptisé par la suite Maman, papa & les enfants en est un bon exemple[190]. Au cours du sommet 2014, Luca Volontè a présenté son idée d'une « initiative pour la famille en Europe[191] ». Peu après, sur invitation de M. Volontè, un sous-groupe de membres d'Agenda Europe s'est retrouvé et a consigné ce qui suit : « Au cours de notre dernière rencontre à Milan concernant notre Initiative citoyenne européenne (ICE) pour promouvoir la Famille (également à travers le principe de subsidiarité), nous avons poursuivi l'analyse juridique du texte et avons commencé à penser aux meilleures solutions d'organisation[192] ». Les membres se sont alors partagé les tâches pour lancer l'ICE. A commencer par le financement, « le budget a été approuvé (100.000 euros). C'est Fondazione Novae Terrae qui couvrira les frais[193] ». Une fois le financement approuvé par l'ensemble des membres, il a fallu établir les échéances et s'assurer du fondement juridique de l'initiative : « il faut donc être rigoureux et respecter les dates, les suggestions et les réflexions… Envoyer à Jacob Cornides et Javier Borrego[194] uniquement les amendements nouveaux et courts pour le document juridique d'ici le 31 décembre 2014[195] ». Enfin, ils ont discuté d'autres points essentiels à définir au niveau national, ainsi que les questions fondamentales pour lancer l'ICE en décembre 2015 et se sont distribué les rôles entre eux. Malgré cette organisation, l'ICE n'a pas réussi à recueillir le nombre nécessaire de signatures avant l'échéance légale[196].

Pour résumer, les membres d'Agenda Europe ont réussi à mettre un frein à l'avancée des droits LGBTI en Croatie (2013) et en Slovénie (2015). Leurs initiatives ont échoué en Slovaquie (2015) et au niveau de l'Union européenne (2017) et sont en cours actuellement en Roumanie[197]. Durant la même période, les pays suivants ont progressé sur le mariage homosexuel : la France et le Royaume-Uni en 2013, l'Irlande et le Luxembourg en 2015 et l'Autriche, la Finlande, l'Allemagne et Malte en 2017[198].

---

[184] Voir *http://uimeobitelji.net*.
[185] The Guardian. 2013. "Croatians vote to ban gay marriage." *The Guardian*, 1 décembre 2013.
[186] Oliveira, Ivo. 2015. "Slovenia says No to gay marriage." *Politico*, 20 décembre 2015.
[187] BBC. 2015. "Slovakia referendum to strengthen same-sex marriage ban fails." Site web BBC, 8 février 2015.
[188] Steve Weatherbe. 2016. "3 million Romanians sign petition to enshrine natural marriage in Constitution." *Lifesitenews*, 25 mai 2016.
[189] Norris, Sian. 2017. "How Romania became a battleground in the transatlantic backlash against LGBT rights." Site web Open Democracy, 14 décembre 2017.
[190] *Maman, papa & les enfants* – Initiative citoyenne européenne ICE (2015) 000006, 11 décembre 2015.
[191] Programme du sommet d'Agenda Europe de 2014.
[192] ECI 11-12 Dec: Mum, Dad & Kids summing letter.
[193] *Ibidem*.
[194] Javier Borrego est un ancien juge de la CEDH, aujourd'hui chargé de recherche auprès de l'ECLJ. Voir *https://eclj.org/writers/javier-borrego*.
[195] ICE 11-12 déc. : Résumé *Maman, papa & les enfants.*
[196] Voir *http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/obsolete/conditions_not_fulfilled*.
[197] A noter que les initiatives anti-LGBTI en Europe ne sont pas toutes dues aux membres d'Agenda Europe.
[198] Voir *https://www.ilga-europe.org/rainboweurope*.

Varsovie, Pologne, 3 octobre 2016: des femmes polonaises portent du noir et boycottent le travail et les cours dans le cadre d'une grève nationale pour protester contre une proposition législative visant à interdire totalement l'avortement.

LA DIFFICULTÉ À FAIRE RECULER LE DROIT À L'AVORTEMENT

Agenda Europe a voulu, sans grand succès, placer ses objectifs sous la bannière du « respect de la vie », avant tout pour saper le droit légal à l'avortement et le stigmatiser. Les mesures les plus marquantes ont été les initiatives des membres d'Agenda Europe Hazte Oir visant à demander des restrictions à l'avortement en Espagne en 2013-2014[199] et Ordo Iuris ayant le projet d'interdire l'avortement en Pologne en 2016[200]. Après des manifestations importantes dans chacun des pays, les gouvernements respectifs ont compris que les mesures allaient trop loin et ont retiré les projets de lois[201]. Toutefois, Agenda Europe a remporté des victoires intermédiaires, alors que le gouvernement espagnol a restreint le droit à l'avortement en exigeant le consentement parental pour les mineures[202] et que le gouvernement polonais, depuis mars 2018, envisage de limiter l'avortement aux cas d'anomalies foetales[203].

Une nouvelle tentative soldée d'un échec, l'Initiative citoyenne européenne intitulée Un de nous, a cherché, cette fois, à stigmatiser l'avortement sur le terrain du financement[204]. Lancée en 2013, elle visait à mettre un terme au financement de l'Union européenne accordé aux activités qui impliquent la destruction des embryons humains, notamment concernant la recherche sur les cellules souches et la santé maternelle dans les pays en développement (pouvant alors inclure l'avortement). Coordonnée par Puppinck, l'ICE Un de nous concernait la plupart des membres d'Agenda Europe au niveau national[205] et, avec 1,7 millions de signatures, comptait parmi les initiatives les plus réussies[206]. Cependant, étant donné le raisonnement fondamentalement biaisé de l'initiative, la Commission européenne l'a rejetée sans équivoque en mai 2014[207].

Malgré cela, 2015 a connu une nouvelle tentative de stigmatisation des financements liés à l'avortement et des acteurs associés aux services relatifs à l'avortement, qui a été planifié lors du sommet de 2015 où Mme Kuby d'ADF s'est demandé comment importer le scandale du Planning familial des Etats-Unis vers l'Europe[208]. ADF et les députés européens anti-DSR alliés[209] ont interrompu vigoureusement une rencontre organisée par le Réseau européen de la Fédération internationale du Planning familial (IPPF EN) au Parlement européen en septembre 2015, en propageant les mêmes fausses allégations que celles qui circulaient aux Etats-Unis, concernant la vente illégale de tissus foetaux. Le mois suivant, ADF a organisé un événement intitulé Combien coûte le coeur d'un bébé : la vente d'organes de nourrissons[210] en présence de Lila Rose de Live Action comme principal orateur, assorti d'une campagne sur Twitter #DefundIPPF (en français : « Dérembourser-le-planning-familial [211] »).

En reliant les objectifs d'Agenda Europe, d'une part de saper le droit à l'avortement et d'autre part de reconnaître aux Chrétiens le droit légal de déroger à la législation au nom de leurs croyances religieuses, les membres d'Agenda Europe se sont concentrés sur l'objection de conscience en matière de santé reproductive, en commençant par la Suède. A partir de 2015, la FAFCE a lancé une réclamation collective en vertu de la Charte sociale européenne (CSE)[212] contre la Suède pour non-respect de l'objection de conscience dans le domaine de la santé reproductive. La CSE a entièrement rejeté l'affirmation de la FAFCE selon laquelle il s'agissait d'une forme de discrimination[213]. De son côté, en Suède, l'association SHRL (Juristes des droits humains en Scandinavie)[214], s'est emparée, en recourant au système juridique suédois, du cas d'une sage-femme suédoise qui prétendait être victime d'une discrimination, car en tant que chrétienne, elle refusait de prendre part à des avortements et ne pouvait donc pas être embauchée comme sage-femme[215]. Quand la SHRL a épuisé les voies légales en Suède en 2017, ADF a alors fait savoir qu'elle portait l'affaire devant la Cour européenne des droits humains[216]. Un autre cas concerne un médecin de famille en Norvège qui refuse de prescrire des contraceptifs, en invoquant un conflit avec ses convictions religieuses. Le cas suit actuellement son cours dans le système juridique norvégien sous la conduite d'ADF[217].

En dépit de l'échec cuisant des restrictions majeures à l'avortement en Espagne et en Pologne, Agenda Europe a réussi à imposer des restrictions mineures. Les tentatives visant à supprimer l'Aide publique au développement de l'Union européenne accordée à l'avortement ont également fait chou blanc et n'ont jamais mobilisé l'opinion publique comme ce fut le cas aux Etats-Unis. Enfin, l'approche consistant à recourir à la clause de conscience pour restreindre l'avortement est toute nouvelle, mais a déjà enregistré ses premiers échecs au niveau national et européen.

[199] The Guardian. 2013. "Spain government approves restrictive abortion law despite opposition." *The Guardian*, 20 décembre 2013.
[200] Davies, Christian. 2016. "Polish women strike over planned abortion ban." *The Guardian*, 3 octobre 2016.
[201] Lifesitenews. 2014. "Massive pro-life march in Madrid demands Spanish government rescind permissive abortion law." *Lifesitenews*, 24 novembre 2014.
[202] BBC. 2014. "Spain abortion: Rajoy scraps tighter law." Site web BBC, 23 septembre 2014.
[203] Poland Radio. 2017. "Polish pro-life activists push to ban eugenic abortion." Site web Poland Radio, 20 août 2017.
[204] Voir l'Initiative citoyenne européenne Un de nous, ICE (2012)000005.
[205] Voir les organisateurs/membres du comité de citoyens: *http://ec.europa.eu/citizensinitiative/ public/initiatives/successful/details/2012/000005*.
[206] Voir *http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/successful/details/2012/000005*.
[207] Voir *http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-608_en.htm*.
[208] Zacharenko, Elena. 2016. *Perspectives on anti-choice lobbying in Europe: Study for policy makers on opposition to sexual and reproductive health and rights in Europe*. Bruxelles : Parlement européen, 2016, page 49. *http://www.heidihautala.fi/wp-content/uploads/2017/01/SRHR-Europe-Study-_-Elena-Zacharenco.pdf*.
[209] Zacharenko (2016, page 53).
[210] Voir ADF International. 2015. "ADF Intl to Co-host Event at European Parliament on Current Planned Parenthood Video Scandal." Site web ADF, 13 octobre 2015. *https://adfinternational.org/detailspages/pressrelease-details/adf-intl-to-co-host-event-at-european-parliament-on-current-planned-parenthood-video-scandal*.
[211] Zacharenko (2016, page 42).
[212] La Charte sociale européenne est un traité du Conseil de l'Europe qui garantit les droits sociaux et économiques fondamentaux, en parallèle avec la Convention européenne des droits humains qui concerne les droits civils et politiques. Voir *https://www.coe.int/en/web/turin-european-social-charter*
[213] FAFCE c. Suède, Réclamation N° 99/2013.
[214] Voir *Scandinavian Human Rights Lawyers*: *http://humanrightslawyers.eu/*.
[215] Voir *http://humanrightslawyers.eu/human-rights/our-cases/the-case-of-ellinor-grimmark/*.
[216] ADF International. 2017. "Swedish conscience trial: Will Court protect fundamental right for medical staff?" Site web ADF, 29 janvier 2017. *https://adfinternational.org/detailspages/press-release-details/swedishconscience-trial-will-court-protect-fundamental-right-for-medical-staff*.
[217] ADF International. 2017. "Norway forces doctors to choose between conscience and profession." site web ADF, 18 janvier 2017. *https://adfinternational.org/detailspages/press-release-details/norway-forcesdoctors-to-choose-between-conscience-and-profession*.

LES CHRÉTIENS ONT-ILS LÉGALEMENT LE DROIT D'ATTISER LA HAINE ?

Agenda Europe, en matière de discrimination, a mis l'accent sur la reconnaissance d'une définition large de la discrimination et de l'intolérance religieuse, en particulier contre les chrétiens, afin d'exploiter cette reconnaissance pour promouvoir les objectifs anti-DSR et obtenir le droit légal de déroger à la législation sur l'égalité. Cette mission a ciblé l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et l'Union européenne avec différents taux de réussite.

Entre 2011 et 2013, Luca Volontè a déposé trois initiatives auprès de l'APCE concernant la discrimination contre les chrétiens[218], en recourant à la même définition large de la discrimination et de l'intolérance que l'OIDAC (voir section 5.1). Après sa défaite aux élections en 2013, M. Volontè a dû quitter l'APCE, et a été remplacé par son proche allié, Valeriu Ghiletchi, député de Moldavie[219]. M. Ghiletchi a repris le flambeau en déposant la même initiative en 2015, laquelle a donné lieu à la résolution 2036 de l'APCE (2015) pour combattre l'intolérance et la discrimination en Europe, notamment lorsqu'elles visent des chrétiens[220]. Selon les acteurs progressistes, la terminologie originale comprenait plusieurs paragraphes problématiques concernant la législation sur l'égalité, l'objection de conscience et les droits des jeunes à l'éducation sexuelle au point de violer les règles récentes de la Cour européenne de justice[221]. Bien que l'initiative de M. Ghiletchi ait finalement été adoptée en janvier 2015, les membres progressistes de l'APCE ont réussi à faire passer plusieurs amendements qui neutralisaient la formulation qui posait problème[222].

Agenda Europe a remporté plus de succès au Parlement européen, à la fois en asseyant sa vision de la discrimination contre les chrétiens et en atteignant un autre objectif ciblé, celui de « placer les bonnes personnes aux bons endroits ». En partant d'un événement organisé par ADF au Parlement européen, en février 2016, sur la persécution des chrétiens par Daech[223], le Parlement européen a adopté en février une résolution appelant à la création d'un nouveau poste permanent, l'Envoyé spécial pour la promotion de la liberté de religion et de conviction[224]. La résolution a été discutée lors d'une réunion du PPE en mars, où la direction a approuvé la proposition de Jan Figel à ce poste[225]. En mai 2016, sa nomination en qualité de nouvel Envoyé spécial a été annoncée lors d'une visite des Présidents des trois institutions européennes au Vatican[226]. M. Figel fait partie du réseau d'Agenda Europe, ayant participé à ses sommets et aux réunions de la Fédération Un de nous à Paris en 2016.

Actuellement il est rattaché à la Direction générale pour la coopération internationale et le développement de la Commission européenne[227], qui supervise le financement de la santé et des droits sexuels et reproductifs, comme l'accès au planning familial et la lutte contre la mortalité maternelle dans les pays en développement.

Dans l'ensemble, Agenda Europe qui n'a pas cessé de chercher la reconnaissance spécifique de la discrimination contre les chrétiens, n'a remporté que des succès limités. Au niveau de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, toutes les avancées sont à mettre au compte des événements récents concernant les crimes perpétrés par Daech contre les populations civiles du Moyen-Orient et ne correspondent pas à une reconnaissance, par l'une ou l'autre institution, du phénomène allégué par les membres d'Agenda Europe.

---

[218] *Violence à l'encontre des chrétiens*, Motion pour une résolution, Doc. 12542, 17 mars 2011 ; *Sauvegarder les droits humains en relation avec la religion et la conviction, et protéger les communautés religieuses de la violence*, résolution 1928 (2013) ; et *La violence dirigée contre la communauté chrétienne au nord du Nigéria*, Déclaration écrite N° 531, Doc. 13013, 6 février 2013.

[219] Voir annexe 2.

[220] *Combattre l'intolérance et la discrimination en Europe, notamment lorsqu'elles visent des chrétiens*, résolution 2036 (2015).

[221] Selon les lettres de mobilisation de EPF et FHE.

[222] Voir en particulier les paragraphes 6.2.3. du texte définitif: *http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=21549&lang=FR* .

[223] Voir *Never again*, la campagne internationale d'ADF contre le génocide des chrétiens et autres minorités religieuses au moyen orient: *https://adfinternational.org/regions/europe/campaigns/genocide*.

[224] *Résolution du 4 février 2016 sur le massacre systématique des minorités religieuses par le soi-disant groupe EIIL/Daech* (2016/2529(RSP)).

[225] Nový CAS. 2016. "Exlíder KDH Ján Figeľ má novú, nábožensky ladenú funkciu: Prvý v histórii!" *Nový CAS*, 6 mai 2016.

[226] Voir Commission européenne, « Le Président Juncker désigne le premier envoyé spécial pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction à l'extérieur de l'Union européenne ». Site web de la Commission européenne, 6 mai 2016. *http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-1670_en.htm*.

[227] Voir Envoyé spécial Ján Figel: *https://ec.europa.eu/europeaid/special-envoy-jan-figel_en*.

MIEUX ORGANISÉ ET PLUS RESPECTABLE

Sous l'instigation du manifeste *Restaurer l'ordre naturel*, Agenda Europe a progressé en influençant les débats universitaires et en obtenant des accréditations auprès des institutions internationales. Ainsi, M. Puppinck a écrit plusieurs articles qui ont été publiés dans des revues universitaires[228]. Cependant, comme l'écrit Mme Zacharenko, « les publications anti-choix… ne font pas l'unanimité dans le monde universitaire car elles… manquent de méthodologie[229] ». Concernant les accréditations auprès des institutions internationales, plusieurs membres d'Agenda Europe sont enregistrés auprès de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)[230] et, dans certains cas, assument des fonctions influentes dans le Groupe consultatif de la plateforme des droits fondamentaux[231]. De plus, Hazte Oir et Ordo Iuris ont récemment obtenu le statut ECOSOC auprès de l'ONU[232]. Pour ce qui est de « placer les bonnes personnes aux bons endroits », outre M. Figel à la Commission européenne, Agenda Europe a gagné une bataille en faisant nommer M. Puppinck dans le Groupe d'experts pour la liberté de religion ou de croyance de l'OSCE et comme Expert auprès du Conseil de l'Europe en 2016[233].

- **Publications universitaires**
- **Status ECOSOC ONU**
- **Infrastructure légale avec des nouveaux bureaux à Bruxelles, Genève et Strasbourg**
- **Stratégie visant à ternir la réputation des opposants**

En termes de réseau, Agenda Europe a marqué quelques points. A l'issue du processus de l'ICE, la Fondation française Jérôme Lejeune[234] a repris Un de nous et l'a transformé en une fédération pro-vie enregistrée comme association en Belgique[235]. Une mise à jour sur la Fédération Un de nous a été présentée lors du sommet 2016, où il semblerait qu'elle soit devenue l'instrument principal des activités d'Agenda Europe contre l'avortement[236]. En termes d'actions stratégiques, Agenda Europe a remporté sa victoire la plus remarquable en développant une infrastructure chargée des actions anti-DSR, grâce à l'ouverture de bureaux internationaux d'ADF à Bruxelles (mars 2015) pour s'engager auprès des institutions européennes, à Genève (septembre 2015) pour être présent au Conseil des droits humains des Nations Unies et à Strasbourg (février 2016) pour oeuvrer auprès de la Cour européenne des droits humains et du Conseil de l'Europe[237].

En construisant son réseau et son infrastructure, Agenda Europe a cherché également à nuire à la réputation des protagonistes de la révolution culturelle. Il vise non seulement la Fédération internationale du planning familial (IPPF) (voir section 7.2), mais cible également ses membres nationaux, avec une campagne lancée contre le membre espagnol de l'IPPF pour lui ôter son statut d'utilité publique[238]. Agenda Europe avait ILGA-Europe en ligne de mire : l'association est devenue la victime d'une campagne de harcèlement concernant ses sources de financement et s'est vu accusée d'être une « fausse » ONG puisqu'elle vivrait uniquement de fonds publics[239]. Ceci vient s'ajouter au blog d'Agenda Europe qui vise régulièrement les dirigeants progressistes, qui sont actifs au niveau des institutions européennes[240].

---

[228] Voir *Abortion and the European Convention on Human Rights* (2013) ; *Abortion on Demand and the European Convention on Human Rights* (2013) ; et *Procedural Obligations under the European Convention on Human Rights: an Instrument to Ensure a Broader Access to Abortion* (2013).

[229] Zacharenko (2016).

[230] Depuis le 31 juillet 2017, les membres suivants d'Agenda Europe sont aussi membres de la Plateforme des droits fondamentaux de FRA. *Citizen Go, FAFCE, U ime Obitelji, Ordo Iuris, OIDAC et SHRL*. Voir *http://fra.europa.eu/en/cooperation/civil-society/about-frp/organisations*.

[231] Comme Roger Kiska qui figure dans le Groupe consultatif de la FRP de 2012 à 2014 et Gudrun Kugler de 2010 à 2012. Voir *http://fra.europa.eu/en/cooperation/civil-society/about-frp/previous-advisory-panels*.

[232] Voir ECOSOC/6578-ONG/772 du 22 mai 2013, concernant Hazte Oir, et ECOSOC/6810-ONG/843 du 1er février 2017, concernant *Ordo Iuris.*

[233] OSCE, "Newly-appointed OSCE/ODIHR panel of experts on freedom of religion or belief meets in Warsaw." Site web OSCE, 5 octobre 2016. *http://www.osce.org/odihr/271901*.

[234] Voir *https://www.fondationlejeune.org/en*.

[235] Voir l'enregistrement de la Fédération *Un de nous* : *https://oneofus.eu/about-us/transparency*.

[236] Voir *https://oneofus.eu*.

[237] Voir *https://adfinternational.org/about-us/who-we-are/history*.

[238] Voir la campagne de Abogados Cristianos contre le statut d'utilité publique de l'IPPF: *https://www.abogadoscristianos.es/la-fpfe-noesutil*.

[239] *Programme pour l'Europe:* 2017, "The European Commission's funding for fake 'civil society': new documents." Blog d'Agenda Europe, 17 janvier 2015. *https://agendaeurope.wordpress.com/2015/01/17/the-europeancommissions-funding-for-fake-civil-society-new-documents/*.

[240] Voir les campagnes et les articles contre la députée européenne Sophie Int'Veldt sur *https://agendaeurope.wordpress.com/tag/sophie-in-t-veld/* ; contre Ulrika Lunacek sur *https://agendaeurope.wordpress.com/tag/ulrike-lunacek* ; contre la sénatrice Petra De Sutter du Sénat belge *https://agendaeurope.wordpress.com/tag/petra-de-sutter/page/2/* ; contre Bruno Selun sur *https://agendaeurope.wordpress.com/2015/01/10/conspiracy-theories-gay-abortion-lobbies-unmaskdangerous-neo-conservatives/* ; et contre Neil Datta sur*https://agendaeurope.wordpress.com/?s=Datta* de la société civile.

EVALUATION DE LA MOBILISATION D'AGENDA EUROPE

Avec plus de quatre années d'organisation stratégique, il est aujourd'hui possible de faire une première évaluation de la mobilisation d'Agenda Europe. Le succès est mitigé. Agenda Europe a réussi plus largement à mettre un terme à l'extension du mariage homosexuel, mais principalement dans les pays où des comportements homophobes prévalaient déjà[241]. Concernant le droit à l'avortement, Agenda Europe a été nettement moins efficace et certains signes laissent à penser qu'il sera tout aussi inefficace en termes de discrimination. Le Tableau 2 présente une vue d'ensemble de 15 initiatives anti-DSR dans huit pays et dans quatre institutions européennes, initiatives qui sont à rattacher à Agenda Europe[242].

TABLEAU 2. ACTIVITÉS D'AGENDA EUROPE POUR PROMOUVOIR LE MANIFESTE RESTAURER L'ORDRE NATUREL

Date	Pays	Question	Membre d'Agenda Europe	Issue
Famille et mariage				
2013	Croatie	Pétition et référendum sur le mariage traditionnel	U ime obitelji	Succès de la pétition : 700.000 signatures recueillies Succès du référendum : 66% de votes favorables
2015	Slovénie	Pétition et référendum pour mettre un terme au mariage homosexuel	Children at stake	Succès de la pétition Succès du référendum : 64% de votes favorables
2015	Slovaquie	Référendum sur le mariage traditionnel	Conférence des évêques slovènes	Echec : Seuil électoral non atteint
2016–2017	UE	ICE Maman, papa & les enfants sur la définition du mariage	M. Volontè et autres	Echec : Nombre insuffisant de signatures
2016–2017	Roumanie	Pétition et référendum sur le mariage traditionnel	Coalition for the Family	Succès de la pétition : 3 millions de signatures recueillies Référendum prochainement

[241] Voir l'homophobie dans l'Europe de l'Est sur *http://www.europenowjournal.org/2017/07/05/homonegativityin-eastern-europe/*.

[242] Ces initiatives peuvent être attribuées à Agenda Europe, étant donné qu'elles figurent dans le programme du sommet et les membres d'Agenda Europe en sont les protagonistes.

Date	Pays	Question	Membre d'Agenda Europe	Issue
Respect de la vie				
2013–2014	UE	ICE Un de nous pour stopper le financement européen impliquant la destruction d'embryons humains	ECLJ et autres	Echec : rejet par la Commission
2013–2014	Espagne	Projet de restrictions à l'avortement	Hazte Oir	Echec : retrait en septembre 2014 Mais les mineures ont besoin du consentement parental pour avorter
2015	Suède, CSE	Réclamation collective contre la Suède pour non-respect de l'objection de conscience dans le domaine de la santé reproductive	FAFCE	Echec : La CSE a rejeté toutes les réclamations
2016	Pologne	Projet d'interdiction de l'avortement et peine d'emprisonnement pour les femmes	Ordo Iuris	Echec : rejet au Parlement en octobre 2016 Le gouvernement envisage de restreindre l'avortement aux cas d'anomalies foetales
2016	APCE	Avortement tardif et infanticide néonatal	ECLJ	Echec
Discrimination et égalité				
2012	APCE	Violence contre les chrétiens	M. Volontè, ECLJ	Echec
2015	UE	Nomination d'un Envoyé spécial de l'UE pour la promotion de la liberté de religion et de conviction	ADF	Succès : mesure adoptée et poste occupé par un membre d'Agenda Europe
2015	APCE	Combattre l'intolérance et la discrimination en Europe, notamment lorsqu'elles visent des chrétiens	Ghiletchi, ECLJ	Echec : motion neutralisée par les amendements progressistes
2017	Suède, CEDH	Cas invoquant la discrimination contre les chrétiens relié à l'objection de conscience dans le domaine de la santé reproductive	SHRL, ADF	En cours
2017	Norvège	Cas invoquant la discrimination contre les chrétiens relié à l'objection de conscience dans le domaine de la santé reproductive	ADF	En cours
2016-2018	Bulgarie, Croatie, Pologne	Campagne contre la ratification de la Convention d'Istanbul	ADF et ses partenaires nationaux	Succès en Bulgarie En cours en Croatie Echec en Pologne

8

CONCLUSIONS

Les nouvelles informations sur Agenda Europe offrent un meilleur éclairage sur les récentes tentatives visant à remettre en cause les droits humains dans le domaine de la sexualité et de la reproduction en Europe. Ceci permet aux acteurs progressistes de tirer des leçons essentielles sur l'organisation, les forces et les faiblesses de ce mouvement.

UN RÉSEAU DE MOBILISATION PROFESSIONNEL INSPIRÉ PAR LE VATICAN

La première des leçons, c'est que le mouvement anti-DSR est bien organisé sur le plan stratégique avec une structure transnationale en Europe. Cette organisation transnationale qui est inspirée par le Vatican, a pu rallier un consensus parmi tous les acteurs chrétiens conservateurs, traditionnalistes à travers l'Europe, en couvrant toutes les dénominations. Dans certains cas, les différences de dénomination respectives ne sont pas négligeables[243], mais ce qui prévaut est leur union contre la révolution culturelle. MM. Kuhar et Paternotte décrivent comment les penseurs du Vatican ont théorisé le concept d'idéologie du genre comme un fourre-tout pour les innovations sociales qui allaient à l'encontre des enseignements de l'Eglise et comment il a été utilisé comme force de mobilisation au niveau national partout en Europe[244]. Agenda Europe serait alors le centre névralgique où les partisans européens anti-DSR établissent leurs stratégies visant à déployer une mobilisation anti-genre sur le plan politique, en sapant les droits humains en matière de sexualité et de reproduction.

Remis en contexte, Agenda Europe occupe une place spécifique dans la galaxie des initiatives anti-DSR. Il est le centre de gravité européen de la communauté mondiale anti-DSR qui est représentée au sein du Congrès mondial des familles (WCF)[245], où figurent plusieurs membres d'Agenda Europe[246], et du Réseau politique pour les valeurs (PNV)[247], qui rassemblent des personnalités politiques influentes au niveau mondial. Comme en orbite, les exécutants nationaux sont eux-mêmes rassemblés selon leur affinité, concernant l'avortement au sein de la Fédération Un de nous, dans les partis politiques chrétiens traditionalistes au MPCE et sans doute d'autres encore autour de l'idée de famille traditionnelle.

[243] Voir *http://www.religionfacts.com/christianity/* sur l'évolution des dénominations chrétiennes.

[244] Kuhar, Roman, and David Paternotte. 2017. *Anti-Gender Campaigns in Europe — Mobilizing against Equality.* Londres: Rowman and Littlefield International. ISBN 1783489995, 9781783489992.

[245] Kane, Gillian, and Cole Parke. 2015. "Pernicious work of World Congress of Families fuels anti-LGBTQ sentiment." *The Guardian*, 19 novembre 2015. *https://www.theguardian.com/globaldevelopment/2015/nov/19/world-congress-of-families-anti-lgbtq-sentiment*.

[246] Voir *http://www.worldcongressoffamilies.org/directors.php* ; plusieurs participants d'Agenda Europe figurent dans le Comité de direction de WCF.

[247] Voir *http://www.politicalnetworkforvalues.org* ; et Eriksson, A., "EP chief faces questions after homophobic 'summit'." EU Observer, 28 avril 2017.

UN PROGRAMME COMMUN EXTRÉMISTE

La seconde leçon à tirer, c'est l'unité autour d'un programme politique précis, qui consiste en l'occurrence à changer le statu quo juridique et sociétal dans un sens totalement contraire aux droits européens fondamentaux qui sont enracinés dans le droit européen et la jurisprudence[248] de la CEDH[249]. Cette vision commune est formulée dans le manifeste *Restaurer l'ordre naturel* ; expansionniste et réactionnaire, elle cherche à détricoter des décennies de progrès relatif aux droits humains, en commençant par rendre illégaux la contraception et l'avortement jusqu'à pénaliser les relations homosexuelles. Comme l'affirme avec justesse Agenda Europe, c'est la première fois qu'il existe un plan clair et détaillé pour renverser les avancées de la révolution culturelle. Ce plan est bien plus détaillé que toute la documentation anti-DSR accessible au public jusqu'à présent, avec des objectifs précis, à court, moyen et long termes concernant la famille et le mariage, le respect de la vie et la législation pour l'égalité et contre la discrimination dans les institutions européennes concernées.

Le manifeste souligne les étapes qui conduisent à une rapide professionnalisation du mouvement anti-DSR. Cette professionnalisation se concrétise dans plusieurs domaines - à savoir en obtenant des accréditations dans des organismes internationaux ; en développant une compétence juridique et politique pour intenter des actions ou promouvoir une législation, ou y apporter un soutien, en ayant recours, le plus souvent, aux instruments de la démocratie participative tels que les initiatives citoyennes et les pétitions ; et enfin, en publiant dans les revues universitaires. Comme l'ont montré les activités des membres d'Agenda Europe, le manifeste est mis en oeuvre avec dynamisme et parfois avec succès. Les initiatives apparemment séparées sans liens visibles, tels que l'avortement, le mariage homosexuel, le genre, l'éducation complète à la sexualité, l'accès à la contraception, la mise en oeuvre de la Convention d'Istanbul et la protection des chrétiens sont en fait toutes reliées et font partie du même plan : *Restaurer l'ordre naturel.*

Zagreb, Croatie, 24 mars 2018: Manifestation contre la Convention d'Istanbul. (Crédit photo: Davor Kovačević / Novi List)

[248] Voir l'article 2 (sur les valeurs) et les articles 2 et 3 (égalité hommes femmes et non-discrimination) du Traité sur l'Union européenne (TUE) ; les articles 8 et 153 (sur l'égalité hommes femmes), 10 et 19 (sur la non-discrimination) et 6, 9 et 168 (sur la santé) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) ; et les articles 21 (non-discrimination), 23 (égalité hommes femmes) et 35 (soins et santé) de la Charte des droits fondamentaux. Versions consolidées des traités européens: *https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2016:202:FULL&from=EN*.

[249] Voir Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits humains, « Droits sexuels et reproductifs des femmes en Europe ». Document de travail. 2017, Bruxelles : Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits humains. *https://www.coe.int/en/web/commissioner/women-s-sexual-andreproductive-rights-in-europe?desktop=true* ; et la Cour européenne des droits humains, Service de presse. 2018. Fiche d'information sur les droits reproductifs. Bruxelles: Cour européenne des droits humains. *https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Reproductive_ENG.pdf*.

LE SECRET ET L'ANONYMAT

Consciemment ou inconsciemment, Agenda Europe a déjà fait d'importantes concessions au monde de la révolution culturelle. Mieux encore, ses membres ont admis que leur vision du monde essentiellement religieuse n'attire ni le grand public, ni la classe politique ; c'est pourquoi ils ont dû laïciser leurs arguments pour les rendre plus attrayants aux yeux du public. Ayant compris cela, les membres d'Agenda Europe se rencontrent en secret, gardent le manifeste anonyme, loin de l'opinion publique et donnent des instructions formelles de ne pas communiquer sur les rencontres du programme commun.

En reconnaissant leurs ambitions « extrémistes » et « irréalistes », les acteurs d'Agenda Europe ont dû chercher le soutien d'un groupe de partisans véreux dont les actions sont à l'antithèse des démocraties pluralistes de l'Europe moderne et qui forcément, comme Agenda Europe, agit volontairement en coulisse. Lorsque la vraie nature des membres d'Agenda Europe apparaît au grand jour – par exemple dans la presse qui montre comment la corruption de M. Volontè au niveau de l'APCE en faveur de l'Azerbaïdjan a financé des initiatives homophobes, comment l'initiative transphobe d'Hazte Oir a généré le piratage de ses serveurs[250] ou encore comment Ordo Iuris est la manifestation moderne d'une extrême-droite brésilienne haute en couleur, mouvement ultra-catholique parfois décrit comme « sectaire »[251] - Agenda Europe se révèle alors comme le mouvement « extrémiste » et « irréaliste » qu'il est vraiment.

Paris, France, 5 octobre 2014 : des manifestants agitent des drapeaux roses lors d'une manifestation contre les droits des personnes LGBTQI+ à Paris. La manifestation a attiré environ 100 000 personnes ce jour-là

[250] Voir Cotto, C. 2017. "'Hackeo' masivo a Hazte Oír: sus finanzas, bases de datos y denuncias, al descubierto." *El Confidencial*, 5 avril 2017.

[251] Voir Despot, Sanja. 22017. "TFP: Srednjovjekovni upliv u rad Vlade." *Faktograf*, 11 May 2017 ; and Piątek, Tomasz. 2017. "Ordo Iuris i brazylijska sekta. Kim są obrońcy życia od samego poczęcia." *Wyborcza*, 27 mars 2017.

LE DERNIER SURSAUT

Malgré les progrès enregistrés récemment par Agenda Europe, les structures de l'organisation anti-DSR présentent plusieurs faiblesses fondamentales. Agenda Europe offre un plan interne cohérent face aux avancées récentes et prévisibles concernant les droits humains en matière de sexualité et de reproduction, mais il reste malgré tout un mouvement réactif qui se définit volontiers comme « extrémiste » et « irréaliste ». Il a réussi en premier lieu à développer un réseau de mobilisation moderne et structuré en Europe et en second à lancer des initiatives politiques. Cependant ces initiatives ont rarement abouti. Toutes les initiatives concernant l'avortement ont échoué ; pour ce qui est du mariage traditionnel, elles en ont arrêté l'avancée, sans doute temporairement, dans les pays où le mariage homosexuel commence seulement à entrer dans le monde politique. Dans l'ensemble, malgré une organisation récente plus subtile, Agenda Europe incarne la dernière résistance réactionnaire dans une société qui va résolument de l'avant au point que les membres auront du mal à la reconnaître.

Ce que l'on peut concéder à Agenda Europe, c'est, du moins, que ses idées ne disparaîtront pas sans combat. Les acteurs progressistes devraient prendre garde car le combat a déjà commencé et le progrès social n'est pas toujours une évidence. Les prochaines batailles auront certainement lieu au Parlement autrichien, où l'organisatrice d'Agenda Europe, Gudrun Kugler, a été élue en septembre 2017 et aussi dans les mécanismes judiciaires et quasi-judiciaires européens, tandis que ADF déploie une nouvelle infrastructure européenne propre à intenter des actions. Si l'on regarde vers l'avenir, comprendre Agenda Europe, ses aspects réactionnaires et comment il a été mis en oeuvre jusqu'ici, devrait permettre aux acteurs progressistes d'avancer en renforçant les droits humains dans le domaine de la sexualité et de la reproduction.

Zagreb, Croatie, 24 mars 2018: Manifestation contre la Convention d'Istanbul. (Crédit photo: Davor Kovačević / Novi List)

ANNEXE

ANNEXE 1 : LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADF	Alliance Defending Freedom (Alliance pour la Liberté)
APCE	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
CEDH	Cour européenne des droits humains
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CRE	Groupe des conservateurs et réformistes européens
DSR	Droits sexuels et reproductifs
ECLJ	European Centre for Law and Justice (Centre européen du droit et de la justice)
FRA	Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne
FAFCE	Fédération des Associations Familiales Catholiques en Europe
FNT	Fondazione Novae Terrae
ICE	Initiative citoyenne européenne
IPPF	Fédération internationale du planning familial
ITI	International Theological Institute (Institut international de théologie)
LGBTI	Personnes Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Transgenres et Intersexes
MPCE	Mouvement politique chrétien européen
OIDAC	Observatory on Intolerance and Discrimination against Christians in Europe (Observatoire de l'intolérance et de la discrimination contre les chrétiens en Europe)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
Ordo Iuris	Instytut na rzecz Kultury Prawnej Ordo Iuris (Institut Ordo Iuris pour la culture juridique)
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PE	Parlement européen
PPE	Parti populaire européen
RON	Restaurer l'ordre naturel
SHRL	Scandinavian Human Rights Lawyers (Juristes scandinaves pour les droits humains)
UDC	Unione dei Democratici Cristiani e di Centro (Union des démocrates chrétiens et du centre)
UE	Union européenne
WCF	World Congress of Families (Congrès mondial des familles)

ANNEXE 2 : PERSONNALITÉS D'AGENDA EUROPE

Ignacio Arsuaga: Président et fondateur de l'organisation espagnole anti-DSR Hazte Oir et de la plateforme mondiale de mobilisation sociale Citizen Go, et membre du Comité de direction de WCF[252].

Rocco Buttiglione: Homme politique italien du parti catholique du centre Unione dei Democratici Cristiani e di Centro (UDC) affilié au PPE. Sa nomination à la Commission européenne a été refusée en 2004, car ses opinions religieuses conservatrices ont été jugées incompatibles avec la fonction qu'il briguait[253].

Brian Brown: Président de National Organization for Marriage (Organisation nationale pour le mariage) et membre du comité directeur de Citizen Go. Il s'est impliqué dans de nombreuses organisations américaines et mondiales anti-DSR[254].

Robert Clark: Directeur pour la Mobilisation européenne pour ADF international à Vienne, en Autriche[255].

Paul Coleman: Directeur général d'ADF International au siège de Vienne[256].

Jakob Cornides: Administrateur auprès de la Commission européenne de la Direction générale du Commerce, ainsi que conseiller juridique auprès de l'organisation polonaise Ordo Iuris et auteur de nombreuses publications anti-DSR. Voir documentation de référence[257].

Ludovine de la Rochère: Présidente du mouvement français contre le mariage homosexuel La Manif Pour Tous, après avoir été Chargée de communication auprès de la Fondation Jérôme Lejeune et Directrice du Département Information et Communication de la Conférence des évêques catholiques de France[258].

Emile Duport: Fondateur et Président du mouvement Les Survivants, fondateur de l'agence de communication Newsoul ainsi que des plateformes françaises en ligne contre l'avortement *www.afterbaiz.com* et *www.simoneveil.com*[259].

Ján Figel: Envoyé spécial de la Commission européenne pour la promotion de la liberté de religion et de conviction, qui a été Commissaire européen à l'éducation, à la formation, à la culture et à la jeunesse de 2004 à 2009[260].

Edit Fridvalsky: Directrice du Hungarian Human Dignity Center (Centre hongrois de la dignité humaine) et représentante officielle de l'ICE Maman, papa & les enfants[261].

Varleriu Ghiletchi: Membre du Parlement de Moldavie et délégué auprès de l'APCE affilié au PPE[262].

Maria Hildingsson: Secrétaire générale de la FAFCE[263].

Alexey Komov: Chargé des relations extérieures de l'Eglise orthodoxe russe, Représentant du Congrès mondial des familles en Russie et dans la Communauté des Etats indépendants, Président du centre d'analyse Family Policy in the Russian Federation (Politique familiale dans la Fédération de Russie), Membre de la Commission patriarcale sur la famille, la maternité et l'enfance, Membre du comité de direction de Citizen Go, membre du Comité de direction de WCF et Responsable des projets internationaux de la Fondation caritative de Saint-Basile-le-Grand[264].

---

[252] Voir *http://www.hazteoir.org/conocenos* ; et *http://www.worldcongressoffamilies.org/directors.php*.
[253] Voir *http://www.catholicsforchoice.org/wp-content/uploads/2013/12/2004buttiglionefactsheet.pdf*.
[254] Voir *https://www.splcenter.org/hatewatch/2016/06/02/brian-brown-named-president-anti-lgbt-worldcongress-families* ; et *https://www.politicalresearch.org/2013/10/28/profiles-on-the-right-brian-brown/*.
[255] Voir *https://adfinternational.org/detailspages/biography-details/robert-clarke*.
[256] Voir *https://adfinternational.org/detailspages/biography-details/paul-coleman*.
[257] Voir *http://www.ordoiuris.pl/node/22*.
[258] Voir *https://fr.wikipedia.org/wiki/Ludovine_de_La_Roch%C3%A8re* ; et *http://www.liberation.fr/societe/2013/06/10/ludovine-de-la-rochere-elle-ne-barjotte-pas_909683*.
[259] Voir *https://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20170707.OBS1802/emile-duport-un-croise-anti-ivg-dansun-costume-de-hipster.html*.
[260] Voir *https://ec.europa.eu/info/files/cv-jan-figel_en*.
[261] Voir *http://www.mumdadandkids.eu/about-us*.
[262] Voir *http://assembly.coe.int/nw/xml/AssemblyList/MP-Details-EN.asp?MemberID=4055* ; et *https://valeriughiletchi.md*.
[263] Voir *http://www.fafce.org/index.php?option=com_content&view=article&id=400:protecting-minors-frompornography-maria-hildingsson-secretary-general-of-fafce-speech-at-the-europeanparliament&catid=54:european-union&lang=en&Itemid=160*.
[264] Voir *http://alexeykomov.ru/ob-avtore-3* ; et *http://www.worldcongressoffamilies.org/directors.php*.

Gabrielle Kuby: Catholique allemande, auteur de plusieurs ouvrages contre le genre, notamment The Global Sexual Revolution : Destruction of Freedom in the Name of Freedom (La Révolution culturelle mondiale : Destruction de la liberté au nom de la liberté) (2015) and The Gender Revolution : relativism in action (La Révolution du genre : le relativisme à l'oeuvre) (2006)[265].

Sophia Kuby: Responsable de la mobilisation européenne pour ADF international en Belgique, fondatrice de European Dignity Watch (Veille européenne sur la dignité) et fille de Gabrielle Kuby (voir ci-dessus)[266].

Gudrun Kugler: Elue comme députée en Autriche en septembre 2017 du Parti populaire autrichien (ÖVP) conservateur, Mme Kugler auparavant a fondé l'OIDAC et le World Youth Alliance-Europe (Alliance mondiale de la jeunesse-Europe). Après des études, elle est devenue professeur à l'ITI de Vienne. Elle et son mari ont créé Kairos Consulting, qui travaille pour plusieurs causes catholiques et anti-DSR[267].

Zejlka Markic: Membre du Comité d'organisation de l'Initiative citoyenne Au nom de la famille qui a donné lieu au référendum sur le mariage traditionnel. Elle a été la première Présidente du parti croate ultra-conservateur Hrast. Plus tard elle a créé un nouveau parti Projet Patrie qui n'a pas eu de succès aux élections nationales[268].

Terrence McKeegan: Conseiller juridique auprès de la Mission permanente d'observation du Saint-Siège auprès de l'ONU ; précédemment, il a assumé des fonctions auprès d'ADF, de l'ECLJ et du Center for Family and Human Rights (C-FAM) (Centre pour la famille et les droits humains)[269].

Paul Moynan: Auparavant représentant européen de Christian Action Research & Education (CARE) (Recherche & Education de l'action chrétienne) et actuellement employé comme membre du groupe CRE[270].

Ronan Mullen: Sénateur indépendant en Irlande qui a été délégué auprès de l'APCE. Il est également membre du MPCE[271] et la voix anti-DSR en Irlande et auprès de l'APCE[272].

Grégor Puppinck: Directeur général de l'ECLJ et référant juridique de l'ICE Un de nous[273].

Lila Rose: Militante américaine contre l'avortement et fondatrice de Live Action qui produit des vidéos clandestines sur le planning familial[274].

Sharon Slater: Co-fondatrice du groupe américain anti-DSR Family Watch International (Veille internationale des familles)[275].

Marie Smith: Militante américaine anti-DSR qui s'est impliquée dans un grand nombre d'organisations et d'initiatives anti-DSR, notamment le Parliamentary Network on Critical Issues (Réseau parlementaire sur les questions critiques) (voir www.pncius.org) et Priests for Life (Prêtres pour la vie). Elle est la femme du membre du Congrès américain Chris Smith, lui-même, voix anti-DSR au Congrès américain[276].

Aleksander Stępkowski: Président d'Ordo Iuris et Professeur à la Faculté de droit et d'administration de l'Université de Varsovie. Il a été Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères en Pologne de novembre 2015 à août 2016[277].

Leo van Doesburg: Directeur des Affaires européennes pour le MPCE[278].

Luca Volonté: Ancien parlementaire italien du parti politique UDC. Quand il était député, il a été nommé auprès de l'APCE, où il a oeuvré dans le PPE et a été élu président du PPE. Il est aussi le fondateur de Fondazione Novae Terrae[279].

---

[265] Voir *https://www.gabriele-kuby.de*.

[266] Voir *https://adfinternational.org/detailspages/biography-details/sophia-kuby*.

[267] Voir *https://iti.ac.at/fileadmin/user_upload/user_upload/Academic-Life/Academic_CV_KUGLER_Gudrun_Web.pdf*.

[268] Voir *https://hr.wikipedia.org/wiki/Željka_Markić*.

[269] Voir *http://neumannschool.org/wp-content/uploads/2014/01/Donor-info-copy.pdf*.

[270] Voir Zacharenko (2016).

[271] Voir les membres du MPCE en 2017: *https://www.google.be/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=4&ved=0ahUKEwiZ-aPz16_YAhXR-6QKHWL_D5oQFghDMAM&url=http%3A%2F%2Fwww.epgencms.europarl.europa.eu%2Fcmsdata%2Fupload%2F461d8a58-30d0-4db5-9d7ecbe79074042f%2F05a_MEP.MP.MRP_list_august_2017_ECPM.docx&usg=AOvVaw1PZGRQRlbXpiKII0qs77M*.

[272] Voir *http://assembly.coe.int/nw/xml/AssemblyList/MP-Details-EN.asp?MemberID=6551* ; et son site web personnel : *http://www.ronanmullen.ie/*.

[273] Voir *https://eclj.org/writers/gregor-puppinck*.

[274] Voir *https://www.politicalresearch.org/2013/09/04/the-next-generation-of-antichoice-lila-rose/*.

[275] Voir *https://www.politicalresearch.org/profiles-on-the-right-sharon-slater*.

[276] Voir *http://www.pncius.org/about-us.aspx*.

[277] Voir *http://www.ordoiuris.pl/prof-aleksander-stepkowskie*.

[278] Voir *http://leovandoesburg.blogspot.be/p/about-leo.html*.

[279] Voir *http://leg15.camera.it/cartellecomuni/leg15/include/contenitore_dati.asp?deputato=d50379&source=%2Fdeputatism%2F240%2Fdocumentoxml.asp&Pagina=Deputati/Composizione/SchedeDeputati/SchedeDeputati.asp%3Fdeputato=50379* ; et *http://assembly.coe.int/nw/xml/AssemblyList/MP-Details-EN.asp?MemberID=6400*.

DOCUMENTATION DE RÉFÉRENCE

DOCUMENTATION PREMIÈRE CONCERNANT AGENDA EUROPE :

Agenda Europe Social Media Master List 2015 (Liste maîtresse de médias sociaux d'Agenda Europe en 2015)

Arsuaga, Ignacio, « Mass Mobilization ». Diaporama présenté lors du sommet 2015 d'Agenda Europe à Dublin.

Biographie de Terrence McKeegan : Neumann Classical School Prospectus, juin 2014 : *http://neumannschool.org/wp-content/uploads/2014/01/Donor-info-copy.pdf*

Biographie de Gudrun Kugler : *https://iti.ac.at/fileadmin/user_upload/user_upload/Academic-Life/Academic_CV_KUGLER_Gudrun_Web.pdf*

ICE 11-12 déc. : Résumé Maman, papa & les enfants

Kuby, Sophia, « Agenda Europe: a Network for Political Agenda Setting in Europe. » Diaporama présenté lors du sommet transatlantique du Réseau politique pour les valeurs, le 5 décembre 2014 à New York. Voir référence à la présentation du programme sur *http://www.politicalnetworkforvalues.org/summit-2014.html*

Programme of Strategic Retreat (Programme de la réunion de réflexion stratégique), Londres, janvier 2013

Programme of Agenda Europe Strategy Summit 2014 (Sommet stratégique d'Agenda Europe en 2014)

Programme of Agenda Europe Summit 2015 (Sommet d'Agenda Europe en 2015)

Programme of Agenda Europe Summit 2016 (Sommet d'Agenda Europe en 2016)

Restoring the Natural Order: An Agenda for Europe *(Restaurer l'ordre naturel: un agenda pour l'Europe)*

SÉLECTION D'ÉCRITS PAR LES ACTEURS D'AGENDA EUROPE :

Coleman, Paul, Elyssa Koren, et Laura Miranda-Flefil, The Global Human Rights Landscape, A Short Guide to Understanding the International Organizations and the Opportunities for Engagement. Vienne: Kairos Publications, 2014. ISBN: 978-3-9503055-9-3.

Cornides, Jakob, "Human Rights Pitted Against Man." The International Journal of Human Rights 12.1: 107–134, 2008. *http://works.bepress.com/jakob_cornides/4*.

Cornides, Jakob, "Natural and Un-Natural Law." International Law Group Organizations, Legal Studies Series, No. 2. New York: Catholic Family and Human Rights Institute, 2010. *https://c-fam.org/wp-content/uploads/Un-Natural-Law-FINAL.pdf and https://c-fam.org/white_paper/natural-and-un-natural-law/*.

Cornides, Jakob, "Three Case Studies on 'Anti-Discrimination'." European Journal of International Law, Volume 23, publication 2 (mars 2012) 517–542. *http://www.ejil.org/article.php?article=2280&issue=111#download_acrobat_reader*.

Kugler, Martin, "The Challenge of Religious Freedom." The European Conservative, publication 9, Hiver 2014. *http://www.europeanrenewal.org/main/page.php?page_id=6*.

Observatory on Discrimination and Intolerance against Christians (Observatoire de l'intolérance et de la discrimination contre les chrétiens en Europe) 2014a. The Problem of Intolerant Equality Laws : Cases of Intolerance or Discrimination against Christians. Vienne : OIDAC. *http://www.intoleranceagainstchristians.eu/publications/report-2014.html*.

Observatory on Discrimination and Intolerance against Christians (Observatoire de l'intolérance et de la discrimination contre les chrétiens) 2014b. Report 2013. Vienne : OIDAC. *http://www.intoleranceagainstchristians.eu/publications/report-2013.html*.

Puppinck, Grégor, « Abortion and the European Convention on Human Rights. » Irish Journal of Legal Studies, Vol. 3(2), 2013a. *http://eclj.org/pdf/ijls-vol-3-issue-2-article-8-7-comparative-puppinck.pdf*.

Puppinck, Grégor, « Abortion on Demand and the European Convention on Human Rights. » EJIL: Talk ! site web, 23 février 2013. *http://www.ejiltalk.org/abortion-on-demand-and-the-european-convention-on-human-rights/*.

Puppinck, Grégor, « Procedural Obligations under the European Convention on Human Rights: an Instrument to Ensure a Broader Access to Abortion. » Zeszyty Prawnicze, No. 13.1., 2013. *http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2346186*.

INITIATIVES POLITIQUES D'AGENDA EUROPE :

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Violence à l'encontre des chrétiens, Motion pour une résolution, Doc. 12542) ; 17 mars 2011 ». Site web APCE. *https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=13107&lang=FR*

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Combattre l'intolérance et la discrimination en Europe, notamment lorsqu'elles visent des chrétiens, Motion pour une résolution, Doc. 12932, 9 mai 2012. » Site web APCE. *http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=21549&lang=FR*.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « La violence dirigée contre la communauté chrétienne au nord du Nigéria, Déclaration écrite N° 531, Doc. 13013, 6 février 2013." Site web APCE. *http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-FR.asp?fileid=19496&lang=FR*.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Sauvegarder les droits humains en relation avec la religion et la conviction, et protéger les communautés religieuses de la violence, résolution 1928 (2013). » Site web APCE. *http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=19695&lang=fr*.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Combattre l'intolérance et la discrimination en Europe, notamment lorsqu'elles visent des chrétiens, résolution 2036 (2015). » Site web APCE. *http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=21549&lang=fr*.

Coaliția pentru Familie, « FACT SHEET: Constitutional revision for Marriage and Family Protection in Romania. » Site web Coaliția pentru Familie, 2017. *http://coalitiapentrufamilie.ro/2017/06/16/fact-sheet-romanian-constitutional-reform-marriage-family-protection/*.

Conseil de l'Europe, Fédération des Associations familiales catholiques en Europe (FAFCE) c. Suède, Réclamation N° 99/2013. Bruxelles : Conseil de l'Europe, 2013. *http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/Complaints/CC99Merits_en.pdf*.

Conseil économique et social des Nations Unies, « ECOSOC/6578-ONG/772: Le Comité des ONG recommande l'octroi du statut consultatif spécial à vingt-deux ONG » Site web ECOSOC ONU, 22 mai 2013. *https://www.un.org/press/fr/2013/ECOSOC6578.doc.htm.*

Conseil économique et social des Nations Unies, « ECOSOC/6810-ONG/843 : Le Comité des ONG recommande le statut consultatif général pour la Suisse "Institute of International Law" et le consultatif spécial pour 49 autres organisations » Site web ECOSOC ONU, 1er février 2017. *https://www.un.org/press/en/2017/ecosoc6810.doc.htm*.

European Centre for Law & Justice (Centre européen du droit et de la justice), « The Council of Europe to Address Late Abortion and Neonatal Infanticide. » Site web ECLJ, 2015. *https://eclj.org/abortion/the-council-of-europe-to-address-late-abortion-and-neonatal-infanticide*.

Initiative citoyenne européenne Un de nous, ICE (2012)000005. *http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/successful/details/2012/000005*.

Initiative citoyenne européenne Maman, papa & les enfants, ICE (2015)000006. *http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/obsolete/details/2015/000006*.

Ordo Iuris, « Civic Legislation Initiative: Equal legal protection for children before and after birth. » Site web Ordo Iuris 2016. *http://www.ordoiuris.pl/en/civic-legislation-initiative-equal-legal-protection-children-and-after-birth*.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, « Newly-appointed OSCE/ODIHR panel of experts on freedom of religion or belief meets in Warsaw. » Site web OSCE, 5 octobre 2016. *http://www.osce.org/odihr/271901*.

Parlement européen, Résolution du 4 février 2016 sur le massacre systématique des minorités religieuses par le soi-disant groupe «EIIL/Daech» (2016/2529(RSP)). Bruxelles : Parlement européen, 2016. *http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2016-0051+0+DOC+XML+V0//EN*.

AUTRES :

BBC, « Spain abortion: Rajoy scraps tighter law. » Site web BBC, 23 septembre 2014. *http://www.bbc.com/news/world-europe-29322561*.

BBC, « Slovakia referendum to strengthen same-sex marriage ban fails. » Site web BBC, 8 février 2015. *http://www.bbc.com/news/world-europe-31170464*.

BBC, « US Supreme Court rules gay marriage is legal nationwide. » Site web BBC, 27 juin 2015. *http://www.bbc.com/news/world-us-canada-33290341*.

Beauregard, Luis Pablo, « La guerra contra el aborto en México, La millonaria asociación provida que mueve los hilos de la ultraderecha en México. » El Pais, 16 février 2017. *https://elpais.com/internacional/2017/02/16/mexico/1487209541_075721.html*.

Coates, et al., « The Holy See on sexual and reproductive health and rights: conservative in position, dynamic in response. » Reproductive Health Matters, 2014.

Cotto, C., « Hackeo' masivo a Hazte Oír: sus finanzas, bases de datos y denuncias, al descubierto. » *El Confidencial*, 5 avril 2017. *http://www.elconfidencial.com/tecnologia/2017-04-05/hackeos-hazte-oir-ignacio-arsuaga-hormonas-yunque-acab_1361758/*.

Davies, Christian, « Polish women strike over planned abortion ban. » The Guardian, 3 octobre 2016. *https://www.theguardian.com/world/2016/oct/03/polish-women-strike-over-planned-abortion-ban*.

Despot, Sanja, « TFP: Srednjovjekovni upliv u rad Vlade. » Faktograf, 11 mai 2017. *http://faktograf.hr/2017/05/11/tfp-vigilare-srednjovjekovni-upliv-u-rad-hrvatske-vlade*.

Eriksson, Aleksandra, « EP chief faces questions after homophobic 'summit'. » EU Observer, 28 avril 2017. *https://euobserver.com/lgbti/137725*.

Feder, J. Lester, et Alberto Nardelli, « This Anti-Abortion Leader Is Charged With Laundering Money From Azerbaijan. » Site web Buzzfeed, 26 avril 2017. *https://www.buzzfeed.com/lesterfeder/this-anti-abortion-leader-is-charged-with-laundering-money?utm_term=.vgv18GnAq#.afO3q96Kw*.

Foret, François, Religion and Politics in the European Union. Cambridge : Cambridge University Press, 2015. *https://books.google.be/books?id=L5zWBQAAQBAJ&dq=Luca+Volont%C3%A9+Vatican&source=gbs_navlinks_s*.

Glinza, Jessica, « Planned Parenthood ends fetal tissue sale: how did we get here. » The Guardian, 15 octobre 2015. *https://www.theguardian.com/us-news/2015/oct/15/planned-parenthood-fetal-tissue-payments*.

The Guardian, « Michael Hintze revealed as funder of Lord Lawson's climate thinktank. » The Guardian, mardi 27 mars 2012. *https://www.theguardian.com/environment/2012/mar/27/tory-donor-climate-sceptic-thinktank*.

The Guardian, « Croatians vote to ban gay marriage. » The Guardian, 1er décembre 2013. *https://www.theguardian.com/world/2013/dec/01/croatia-vote-ban-gay-marriage-referendum*.

The Guardian, « Spain government approves restrictive abortion law despite opposition. » The Guardian, 20 décembre 2013. *https://www.theguardian.com/world/2013/dec/20/spain-government-restrictive-abortion-law-opposition*.

Kane, Gillian, et Cole Parke, « Pernicious work of World Congress of Families fuels anti-LGBTIQ sentiment. » The Guardian, 19 novembre 2015. *https://www.theguardian.com/global-development/2015/nov/19/world-congress-of-families-anti-lgbtq-sentiment*.

Kemper, Andreas, « Christlicher Fundamentalismus und neoliberal-nationalkonservative Ideologie am Beispiel der 'Alternative für Deutschland'. » In Unheilige Allianz: Das Geflecht von christlichen Fundamentalisten und politisch Rechten am Beispiel des Widerstands gegen den Bildungsplan in Baden-Württemberg, publié par Lucie Billmann. Berlin: Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2015.

Kirk, Marshall, et Hunter Madsen, After the Ball: How America Will Conquer Its Fear and Hatred of Gays in the '90s. New York: Plume, 1989. ISBN 978-0452264984.

Kuhar, Roman, et David Paternotte, Anti-Gender Campaigns in Europe — Mobilizing against Equality. Londres : Rowman and Littlefield International, 2017. ISBN 1783489995, 9781783489992.

Légifrance, « JORF n° 0114 du 18 mai 2013 page 8253, LOI n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe. » Site web Légifrance, 2013.
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027414540&categorieLien=id.

Lifesitenews, « Massive pro-life march in Madrid demands Spanish government rescind permissive abortion law. » Lifesitenews, 24 novembre 2014. *https://www.lifesitenews.com/news/massive-pro-life-march-in-madrid-demands-spanish-government-rescinds-permis*.

Liviatan, Ofrit, « Competing Fundamental Values: Comparing Law's Role in American and Western-European Conflicts over Abortion. » In Law, Religion Constitution: Freedom of Religion, Equal Treatment, and the Law, publié par W. Cole Durham Jr. et al. Surrey, Royaume-Uni : Ashgate, 2013.

Mouvement politique chrétien européen, Annual report to the European Parliament 2014. Bruxelles: MPCE, 2014.
http://www.europarl.europa.eu/pdf/grants/parties/ECPM_report_2014.pdf.

Norris, Sian, « How Romania became a battleground in the transatlantic backlash against LGBTI rights. » Site web Open Democracy, 14 décembre 2017. *https://www.opendemocracy.net/5050/sian-norris/romania-battleground-backlash-lgbt-rights*.

Nový CAS, « Exlíder KDH Ján Figeľ má novú, nábožensky ladenú funkciu: Prvý v histórii!. » Nový CAS, 6 mai 2016.
https://www.cas.sk/clanok/396787/exlider-kdh-jan-figel-ma-novu-nabozensky-ladenu-funkciu-prvy-v-historii.

L'Obs, « Ils aiment les Pokémon mais pas l'IVG : qui sont les 'Survivants'? » L'Obs, 22 août 2016.
https://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20160812.OBS6254/ils-aiment-les-pokemon-mais-pas-l-ivg-qui-sont-les-survivants.html.

Oliveira, Ivo, "Slovenia says No to gay marriage." Politico, 20 décembre 2015.
https://www.politico.eu/article/slovenia-says-no-to-gay-marriage-lgbt-lgbti-rights.

Parlement britannique, « Marriage (Same Sex Couples) Bill (HC Bill 126), approved by the House of Commons in final reading on 16 July 2013. » Site web parliament.uk *https://publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/2012-2013/0126/cbill_2012-20130126_en_1.htm*.

Piątek, Tomasz, "Ordo Iuris i brazylijska sekta. Kim są obrońcy życia od samego poczęcia." Wyborcza, 27 mars 2017.
http://wyborcza.pl/7,75968,21554217,ordo-iuris-i-brazylijska-sekta-kim-sa-obroncy-zycia-od-samego.html?disableRedirects=true.

Pape Jean-Paul II, Note doctrinale concernant certaines questions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique. Vatican : Congrégation pour la doctrine de la foi, 2002.
http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20021124_politica_fr.html.

Poland Radio, « Polish pro-life activists push to ban eugenic abortion. » Site web Poland Radio, 20 août 2017.
http://www.thenews.pl/1/11/Artykul/321493,Polish-prolife-activists-in-push-to-ban-%E2%80%98eugenic%E2%80%99-abortion.

Rankin, Jennifer, « Azerbaijan revelations spark 'great concern' at Council of Europe. » The Guardian, 8 septembre 2017.
https://www.theguardian.com/world/2017/sep/05/azerbaijan-revelations-could-herald-shake-up-at-council-of-europe.

Reuters, « Austria's supreme court paves way for same-sex marriage from 2019. » Site web Reuters, 5 décembre 2017.
https://www.reuters.com/article/us-austria-equalmarriage/austrias-supreme-court-paves-way-for-same-sex-marriage-from-2019-idUSKBN1DZ1AX.

Weatherbe Steve, « 3 million Romanians sign petition to enshrine natural marriage in Constitution. » Lifesitenews, 25 mai 2016.
https://www.lifesitenews.com/news/3-million-romanians-sign-petition-to-enshrine-natural-marriage-in-constitut.

Zacharenko, Elena, Perspectives on anti-choice lobbying in Europe: Study for policy makers on opposition to sexual and reproductive health and rights in Europe. Bruxelles : Parlement européen, 24 novembre 2016
http://www.heidihautala.fi/wp-content/uploads/2017/01/SRHR-Europe-Study-_-Elena-Zacharenco.pdf.

EPF
European Parliamentary Forum
on Population & Development

Nous contacter:

info@epfweb.org
www.epfweb.org
+32 (0)2 500 86 50

Le Forum parlementaire européen sur la population et le développement

Rue Montoyer 23, 1000 Brussels, Belgium

ISBN: 978-2-9602183-1-2 9782960218312